

ACTION

Directeur politique : Yves FARGE

Rédacteur en chef : Pierre HERVÉ

Wilhelm Elfes: LETTRE A UN DEMOCRATE-CHRETIEN

Cher ami,

Le temps s'enfuit comme le vent et peut-être n'attendez-vous plus une réponse de moi. Mais je dois répondre au moins au dernier paragraphe de votre lettre si aimable. Je vous le dois, semble-t-il, comme je le dois à moi-même. A vous, à cause des sentiments que vous m'exprimez, et à moi, parce que je dois m'expliquer avec vous et avec d'autres amis.

« Je regrette, dites-vous, que votre nom se trouve parmi ceux de personnalités, qui exigent en Allemagne un référendum inspiré par les communistes et utile aux communistes. » Et vous me plaignez de « ne pas reconnaître la nécessité d'un non catégorique en face du communisme totalitaire ».

ABORD

Autant que je sache, c'est le pasteur Niemöller, qui le premier, a eu l'idée d'un référendum sur le réarmement allemand. En l'occurrence, le pasteur Niemöller revendique d'ailleurs ses « droits d'auteur ». Il estime que l'existence et l'évolution de l'Allemagne sont à tel point conditionnées par le réarmement, que personne n'a le droit de le promouvoir, avant que le peuple ait eu la possibilité de se prononcer pour ou contre, lui. Cela, d'autant plus que la loi fondamentale de la République fédérale ne prévoit pas le réarmement.

Moi, je suis de l'avis du pasteur Niemöller et je ne doute pas que tous les démocrates pensent de la même façon. Si la plupart des démocrates responsables ont omis ou refusé de prendre effectivement l'affaire en main, s'ils ne font pas en temps voulu ce qu'il est indispensable de faire, ils n'ont pas le droit de se plaindre, quand d'autres mains s'emparent de la bonne cause. Le référendum sur le réarmement répond aux exigences sérieuses d'un peuple, qui éprouve une grande inquiétude pour son avenir. C'est seulement dans la mesure où les autres partis refusent de prendre part au référendum, que celui-ci peut devenir la cause du Parti Communiste seul. Pour justement éviter qu'il en soit ainsi, j'ai signé un appel, qui porte par ailleurs les signatures de beaucoup d'hommes et de femmes, qui ne veulent rien avoir de commun avec le Parti Communiste allemand.

mand. On n'a pas le droit de blâmer ces hommes et ces femmes : il faut au contraire les féliciter de témoigner par leur signature qu'il s'agit, non de l'affaire d'un seul parti, mais de celle du peuple entier.

ENSUITE

Mon « non » catégorique au communisme totalitaire vous manque.

Je vous prie, cher ami, d'accorder à l'écrit le bénéfice de circonstances atténuantes. Comprenez-moi bien, je ne suis pas communiste, mais pendant toute ma vie, j'ai été en contact avec des communistes. Avec d'autres gens aussi, bien entendu, mais avec des communistes aussi.

Ils ne se sont pas toujours donné ce nom, mais ils l'étaient : ils se trouvaient au « côté de l'ombre de la vie », des tourmentés, des déçus, des aigris. C'étaient des parias, qui avaient eu toujours la réputation d'être une menace pour l'ordre bourgeois. Avec eux, j'ai grandi à l'orphelinat. Avec eux, j'étais sur les bancs de l'école. A côté d'eux, j'ai travaillé à l'usine. J'ai été chômeur comme eux (à Hambourg, quand le secours de chômage n'existait pas encore). Lorsque les princes allemands furent « princièrement » dédommagés, je protestai avec eux. Lorsque les séparatistes attaquèrent notre Hôtel de Ville, nous l'avons ensemble vaillamment défendu (tandis que les bourgeois « honnêtes », qui ne savaient sur quel pied danser, se demandaient : « Sommes-nous pour ? Sommes-nous contre ? »).

Nous publions, cette semaine, une émouvante lettre de Wilhelm Elfes que nos lecteurs connaissent déjà, puisque dans notre numéro 358 (10 août), ils ont lu les lettres adressées par lui au chancelier Adenauer. Wilhelm Elfes, rappelez-le, a été dans l'entre-deux-guerres, un des dirigeants les plus connus des ouvriers catholiques allemands. Après la victoire alliée, il adhéra au C.D.U. (le parti d'Adenauer) et devint bourgmestre de München-Gladbach.

Récemment exclu du C.D.U. (voir l'article paru dans notre numéro 374 du 29 novembre), Wilhelm Elfes était présent à Strasbourg à la rencontre franco-allemande pour la paix, dont Michel Bruguier a rendu compte dans notre dernier numéro.



Lorsque Hitler étrange notre liberté, je les vis prêts à tous les sacrifices dans la résistance active à un système diabolique de dégradation et de spoliation de l'homme. Devrais-je oublier ? Je ne le peux pas. Je ne puis pas non plus oublier que les Américains — oui, les Américains précisément — m'ont demandé en 1945, avant que je reprenne mes fonctions, si j'étais disposé à collaborer avec les communistes.

Cher ami, je ne suis pas communiste et je déteste de toutes mes forces l'Etat omnipotent. Je me suis formé dans le mouvement catholique social et mon cœur appartient encore aujourd'hui à ce mouvement. Jusqu'à 1933, j'étais militant du parti du « Zentrum ». Après 1946, je me suis inscrit au C. D. U. (parti chrétien-démocrate) et je suis encore aujourd'hui d'accord avec son programme, bien que l'activité pratique de ce parti suscite en moi une incertitude croissante. Je ne suis donc pas communiste, mais en tant qu'homme d'un certain âge, qui a quelque expérience de la vie, je ne puis prendre part à la campagne effrénée contre les communistes. J'estime chaque conviction, qui est fondée ; j'estime quiconque vit conformément à sa conviction et j'aimerais pouvoir témoigner cette estime à tous ceux qui invoquent

dans la politique l'autorité de l'Evangile du Christ. Je ne suis pas communiste, mais au cours de ma longue vie, j'ai fait connaissance de communistes, qui ont fait preuve d'esprit ouvert et d'autre part, d'autre part, ceux qui entendent aujourd'hui défendre l'Europe par la bombe atomique.

« Vous n'êtes pas communiste, mais vous composez avec les communistes », se récriait l'autre jour un beau monsieur tout indigné. « Certainement, lui ai-je répondu, mais ces communistes « composent », eux aussi, avec moi. Les risques sont partagés. Et, puisque le fascisme est de nouveau admis officiellement chez nous et puisque le chef du C.D.U. n'hésite pas à recevoir « en amis » les anciens généraux d'Hitler et à les réintroduire ainsi dans la politique, je ne crois pas devoir personnellement éprouver des scrupules à reprendre contact étroitement avec les hommes qui, aux temps nazis, ont vécu dans les catacombes ou peuplé les prisons et camps de concentration allemands. » Le monsieur indigné était devenu pensif.

Voyez-vous, cher ami, je n'ai nullement l'intention de vendre

(SUITE EN PAGE 3)



LES DEUX ALLEMAGNE A PARIS — Dis-moi que je suis la seule !

L'aventure a commencé

L faut attacher une très grande importance à tout ce qui se passe dans ce monde occidental qui se disloque. Que M. Churchill ait pris la précaution de déclarer son opinion publique d'annoncer qu'il serait contraint de réduire son budget d'armement, voilà qui est symptomatique et même réconfortant pour M. Aneurin Bevan. Que le parlement néerlandais ait convenu qu'il ne pourra pas ratifier avant 1952 le projet d'armée européenne, voilà qui doit consterner l'impitoyable général Eisenhower. Des l'instinct ou l'instinct de la Résistance, on voit que la déclaration de M. van Zeeland est une déclaration européenne « doit être basée sur des unités nationales », il est aisé de comprendre que dans l'esprit de nos voisins belges, l'armée européenne est condamnée.

Le New-York Times ne s'y trompe pas qui conseille aux généraux américains d'enjamber ses partenaires atlantiques en se « rabattant » sur la solution qui consiste à créer directement des contingents allemands.

Dès lors, la France court le risque de rester seule, toute seule, devant une Allemagne de Bonn réarmée, avec une économie dégratée et en présence d'une Ruhr et d'une Rhénanie opposant à notre faible production ce qui sera tout à l'heure ses 18 millions de tonnes d'acier annuelles.

A quoi sert de se tourner vers un gouvernement qui est le plus asservi des gouvernements ? C'est au peuple français qu'il faut s'adresser, c'est vers tous les peuples d'Europe qui s'opposent au réarmement de l'Allemagne qu'il faut tendre la main. Le temps presse.

Y. F.

NOUVELLES HISTOIRES DE FOUS

DANS ce temps de la maturité, entre quarante et cinquante ans, on s'aperçoit soudain que ce qui paraissait à l'extrême avant-garde de l'art, de la littérature et de la pensée, vingt ans plus tôt, est devenu conformisme et académisme. Ainsi du surréalisme, qui reçoit aujourd'hui le prix Goncourt, qui inspire les vitrines de Noël des grands magasins, et dont les expositions de peinture sont inaugurées par des ambassadeurs. L'image que pour les jeunes gens qui ont maintenant vingt ans, et qui ont dû inventer autre chose, les œuvres de M. André Breton, qu'on dit le père du surréalisme, et dont je n'ai jamais rien lu, paraissent aussi insupportables, démodées et illisibles, que l'étaient pour nous, jadis, la poésie de Sully Prudhomme.

Quand j'étais étudiant en droit, je n'ai que vaguement entendu parler du surréalisme. Je me rappelle pourtant le nom de M. Salvador Dali. D'abord parce qu'un de mes camarades, qui s'intéressait à ces questions, m'avait montré la photographie d'une de ses peintures, un Christ en croix extraordinairement sacrilège et, disons-le tout net, pornographique ; cela m'avait doucement amusé, comme farce d'étudiant, et aussi parce que j'étais déjà militant de la Libre Pensée, avec l'ardeur et l'humour qu'on y met à cet âge. Plus tard, vers 1938, j'avais lu le nom de cet artiste dans un écho d'un hebdomadaire ; on racontait qu'il avait beaucoup de succès en Amérique, que l'ambassadeur de Franco lui avait commandé son portrait, et qu'un de ses amis surréalistes, jaloux de ses succès, disait de lui : « Il ne s'appelle plus Salvador Dali, mais Avide de Dollars ». Je donne cet « à peu près », qui m'avait amusé, pour ce qu'il vaut.

Je viens d'entendre la voix de M. Avide de Dollars. C'était l'autre matin, au cours d'une émission de la B.B.C. Il expliquait au journaliste qui l'interviewait, à l'occasion du vernissage très officiel d'une de ses œuvres, à Londres, que si, pendant longtemps, il s'était coiffé de huit-reflets en cristal, et je ne sais plus quelles autres garnitures complaisamment énumérées, ce n'était que par ascèse préparatoire. Mais il s'est enfin converti (à la vraie religion) et il ne peint plus que des Vierges à l'enfant, comme tous les grands peintres de toutes les époques.

Il continuait par l'exaltation de l'âge atomique, grâce auquel, j'ai mal compris pourquoi, l'humanité allait entrer dans une nouvelle ère de mysticisme chrétien. Il terminait en invitant pathétiquement Picasso à fuir la France contaminée par le bolchevisme, et à vite rentrer en Espagne, où Franco était prêt à l'accueillir les bras ouverts.

Notre surréaliste est le fils de M. Bernard, cet industriel dont je vous ai plusieurs fois parlé, et qui émigre au Maroc, parce qu'il est persuadé que la France, comme la Corée, est destinée à devenir promptement une « terre brûlée ». Notre surréaliste vit la plupart du temps à Paris ou à Londres, et son papa est bien content d'avoir un fils aussi intelligent et qui écrit des choses auxquelles il ne comprend rien.

Dimanche donc, j'ai pris l'apéritif avec notre surréaliste, et je lui ai parlé en rigolant de la conversion de M. Avide de Dollars, que M. André Breton est fils d'un gendarme.

Bah ! pensais-je, ce n'est qu'un petit arriviste qui, comme tant d'autres, suit la carrière classique, qui va de l'extrême gauche à l'extrême droite. Mais il paraît que c'est beaucoup plus sérieux que cela. C'est

à l'academisme et à la vraie religion. Il me regarda avec beaucoup de mépris, puis sortit de sa poche le dernier numéro de l'« Observateur », édition hebdomadaire en langue française. La première page tout entière, avec titre énorme comme dans France-Dimanche, était occupée par un DISCOURS DE S. S. PIE XII A L'ACADEMIE FONTICALE DES SCIENCES, SUR LES PREUVES DE L'EXISTENCE DE DIEU A LA LUMIERE DE LA SCIENCE MODERNE.

La majeure partie de ce discours était consacrée à l'analyse des résultats de la physique nucléaire. La conclusion sur ce point était : « Le savant d'aujourd'hui, pénétrant du regard l'infinie de la nature plus profondément que son prédécesseur d'il y a cent ans, sait donc que la matière inorganique, pour ainsi dire dans sa moelle la plus secrète, est marquée par l'empreinte de la mutabilité, et que, dès lors, son être et sa substance exigent une réalité entièrement diverse et invariable par nature... Le savant, arrêté sur la rive de cet immense torrent, trouve le repos dans ce cri de vérité, par lequel Dieu se définit lui-même : « Je suis celui qui suis ».

Cette réalité entièrement diverse et invariable par nature, me dit le fils Bernard, c'est ce que nous appelons la surréalité.

Le Pape, par les mêmes voies nucléaires, rejoint Salvador Dali. Aussi bien le surréalisme est-il seul à pouvoir rendre compte d'un dogme tel que l'Assommoir corporelle de la Vierge... — Pie XII, demandais-je, sait-il qu'il est surréaliste ?

Pas encore, me répondit le fils Bernard. Mais le monde libre tout entier commence à comprendre qu'il n'y a de salut pour lui que dans la synthèse du catholicisme et du surréalisme. C'est ainsi que nous trouvons des soutiens tout à fait inattendus dans certains milieux britanniques quasi officiels. Tito aussi comprend les services que nous pouvons lui rendre. Et la Quatrième Internationale marche à fond avec nous.

Je continuais de rigoler en rentrant chez moi. Je repris la lecture, commençant la veille, des Enfants tristes, de M. Roger Nimier, qui a au moins le mérite d'écrire le français clairement et même élégamment. Voici comment il décrit les milieux mondiaux de Paris d'après 1945 : « Depuis la fin de la guerre, on s'appliquait à répéter lui neuf cent vingt-cinq. On découvrait une nouvelle fois le surréalisme, la mythologie du cinéma. On faisait un grand mélange de poésie, de couture, de musique nègre (j'ajouterais : de religion). On était à l'avance démodé, car l'expérience des parents permettait



de choisir les détails les plus fragiles et de s'y établir, comme sur une terre d'élection. Les uns pensèrent que la jeunesse tentait simplement d'imiter une époque brillante, comme on recommence un coquettement dont on connaît la recette. D'autres invoquèrent un souci national, celui qui mêlait les faux succès de quarante-cinq et la victoire de dix-huit. La dernière solution, la plus simple, revenait à dire que cette génération attendait ses maîtres... Je commençais à comprendre où le fils Bernard voulait en venir. Lui aussi cherche ses maîtres. Puis j'ouvris la radio pour écouter les informations (françaises). On y décrivait une grande cérémonie catholique qui avait été célébrée dans la journée à Hanôï (Tonkin).

Des grands renforts de police, disait le speaker, avaient été mobilisés pour diriger les pèlerins vers les reposoirs. Ceci acheva d'éclairer ma lanterne.

L'Europe rétrécit

« Organisant, avec la précision des utopistes, le détail méticuleux de son rêve, il s'enivre d'un mot qui lui semble contenir tous les espoirs, le mot européen : tribunal européen, force européenne, république européenne... »

Pauvre abbé de Saint-Pierre, dont Paul Hazard conte ainsi la mésaventure dans la « Crise de la conscience européenne », après avoir relaté les échecs non moins retentissants du « grand européen » que fut Leibniz, dont les thèses politiques semblent apparemment vouées au même sort que les idées philosophiques ! Pourquoi faut-il que le malheur des Européens d'hier poursuive encore ceux d'aujourd'hui ?

ALBION, L'UNIQUE OBJET DU RESENTIMENT

En démissionnant, mardi dernier, de la présidence de l'Assemblée de l'Europe, M. P.-H. Spaak a voulu dénoncer avec éclat l'obstruction britannique à la formation d'une fédération politique européenne dont la Grande-Bretagne aurait fait partie. P.-H. Spaak a affirmé que « chacun a de bonnes raisons pour ne pas faire l'Europe. Certains Allemands attendent l'unification de leur pays ; certains Belges que la Grande-Bretagne, soit elle aussi d'accord ; certains Français craignent d'en être réduits à un dialogue franco-allemand... »

On ne pouvait mieux souligner les contradictions qui se font de plus en plus vives au sein d'une Europe dont la Mutual Security Act — Loi de Sécurité Mutuelle — signée le 10 octobre, par le président Truman, stipule cependant en son article 101 du titre premier : « ...l'unification économique et la fédération politique... ». On conçoit l'amertume du leader socialiste belge : il s'était fait le champion de cette unification économique et politique européenne dont le Congrès a fait une loi ; il avait été choyé et fêté, lors d'un récent voyage aux Etats-Unis, à ce titre de champion, comme un des participants les plus clairvoyants et les plus dévoués du système Atlantique ; récemment, une mission de parlementaires américains s'était complue, à Strasbourg, à le féliciter et à l'encourager, lui et ses amis « européens », des travaux du Conseil de l'Europe. M. Churchill a dit non, entre deux cigares : l'Europe se meurt, l'Europe est morte.

Ainsi, la faillite de l'unification politique européenne prend toute sa signification : l'échec de Strasbourg constitue, en fait, un coup grave au système atlantique ; M. Paul Reynaud se répandait hier, dans les couloirs du Palais Bourbon, en lamentations : « Ce jour est le plus triste de ma vie ». Quant à la majorité de M. Pieven, elle peut voter sans hésitation le plan Schuman, à la première pierre du monument européen. C'est un bâtiment qui ne va plus.

L'Europe rétrécit

Il paraissait déjà singulier de vouloir faire l'Europe en ignorant l'Allemagne orientale et une bonne demi-douzaine d'autres nations européennes. Mais surtout, comme le soulignait la semaine dernière à Strasbourg M. Struyve, un des chefs du parti catholique belge et M. Guy Mollet, secrétaire général de la S. F. I. O., on ne pouvait la faire sans la Grande-Bretagne. « L'un et l'autre », écrit John Freeman dans le « New Statesman and Nation », se référant aux discours prononcés par les conservateurs

par JEAN-RAOUL CLÉMENTIN

britanniques : l'un et l'autre rappellent à l'Europe ce que l'Amérique attend d'elle... Dans son discours aux Communes (1), Winston Churchill a sa puissance économique et politique.

Restent la France, l'Italie et l'Allemagne occidentale. Les orateurs de toutes tendances ont affirmé qu'il serait impossible et surtout dangereux de faire l'Europe avec ces trois pays, le dialogue franco-allemand devant nécessairement être néfaste à la nation française. En outre, ont-ils ajouté, une Europe ainsi réduite serait non seulement, mais un obstacle au bon fonctionnement du système atlantique.

A Washington, les milieux officiels se montrent « highly disappointed », « vraiment très déçus », de l'échec du conseil de l'Europe et annoncent qu'après une telle affaire, le congrès n'acceptera jamais de voter de nouveaux crédits pour les nations européennes, si peu dignes de confiance. Tout est remis en question, précisent les chefs de file du congrès.

Il faut dire qu'à Rome l'accouchement atlantique se présentait assez mal. Le traumatisme de Strasbourg n'arrange rien.

(1) Voir l'article consacré à ces discours en page 3.

LES BASES CONSTRUITES EN NORVEGE SONT DES BASES ATLANTIQUES

LORS d'une récente réunion à Bergen de la Société d'assistance à la marine militaire, le vice-amiral norvégien Horve a répondu à quelques questions posées au sujet des bases militaires préparées pour les forces armées anglo-américaines.

A la question : « Prévoit-on l'occupation, par des forces norvégiennes, des aéroports, bases navales et installations militaires diverses qu'on construit en Norvège, ou bien a-t-on en vue leur occupation par des forces anglo-américaines ? », le vice-amiral répondit : — Les aéroports et ports militaires qu'on construit en Norvège, de même que le programme de l'industrie de guerre, sont destinés à être utilisés par de gros contingents des forces armées des pays du Pacte atlantique. C'est une conséquence de nos obligations comme pays membre du Pacte.

A la question : « Des forces armées étrangères peuvent-elles, dès les temps de paix, occuper les bases navales et aériennes ? » Horve répondit : — Dans le proche avenir, on n'en aura pas besoin. Ultérieurement, cette possibilité n'est pas exclue en principe.

A une troisième question : « Les explications du vice-amiral Horve ne sont-elles pas en contradiction avec les déclarations officielles du gouvernement norvégien en réponse au gouvernement soviétique ? » Horve répondit : — La Norvège n'est pas une exception. Ce qu'on fait dans ce domaine, en Norvège, ne diffère pas de ce qu'on fait en Grande-Bretagne, en France et dans d'autres pays du Pacte atlantique. Les diplomates trouveront, sans aucun doute, le moyen de justifier une telle politique de la Norvège.

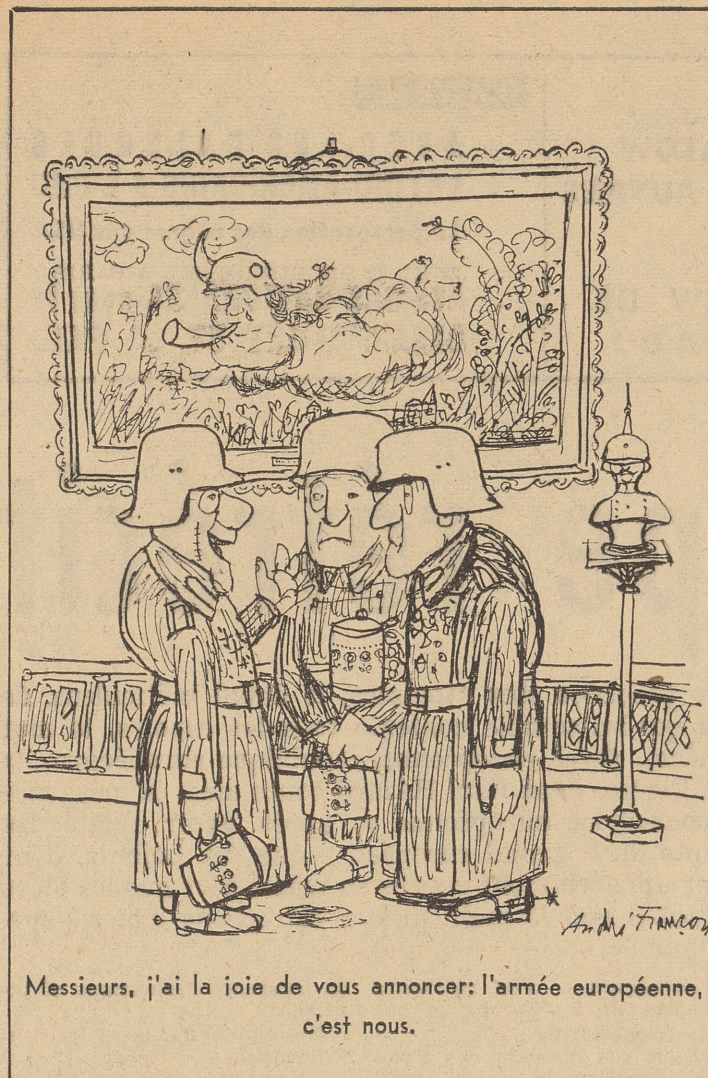
Le vice-amiral Horve a en somme éclairé la politique actuelle du gouvernement norvégien dans la question des bases.



de choisir les détails les plus fragiles et de s'y établir, comme sur une terre d'élection. Les uns pensèrent que la jeunesse tentait simplement d'imiter une époque brillante, comme on recommence un coquettement dont on connaît la recette. D'autres invoquèrent un souci national, celui qui mêlait les faux succès de quarante-cinq et la victoire de dix-huit. La dernière solution, la plus simple, revenait à dire que cette génération attendait ses maîtres... Je commençais à comprendre où le fils Bernard voulait en venir. Lui aussi cherche ses maîtres. Puis j'ouvris la radio pour écouter les informations (françaises). On y décrivait une grande cérémonie catholique qui avait été célébrée dans la journée à Hanôï (Tonkin).

Des grands renforts de police, disait le speaker, avaient été mobilisés pour diriger les pèlerins vers les reposoirs. Ceci acheva d'éclairer ma lanterne.

PAR LE CONSERVATEUR DES HYPOTHÈQUES



Messieurs, j'ai la joie de vous annoncer: l'armée européenne, c'est nous.

UNE CONFIANCE RELATIVE

Trop de voix

MARDI dernier, à l'issue du vote de confiance, M. René Pleven disait :

J'ai obtenu trop de voix, c'est donc que je n'en ai plus pour longtemps.

Cette déclaration n'est pas paradoxale, tant s'en faut. Il est d'usage, en effet, de voter la confiance lorsque l'on désire faire partie... de la prochaine majorité. Cette fois, les socialistes avaient une occasion unique.

Le « pool », c'est du gâteau, disait M. Naegelen.

Et, avec ses amis, il vota la confiance. Il n'y eut pas besoin, cette fois, de faire appel aux techniciens du ministère de l'Intérieur; le vote était acquis d'avance. On savait que M. Pleven s'en tirerait aisément, grâce au concours de divers « modérés », dont M. Paul Reynaud.

— Alors, lui dit-il, vous êtes avec les communistes, contre le « pool » ?

— Dites plutôt que je suis d'accord avec les Anglais, répliqua M. Soustelle.

Le Président vigilant

GRACE à la radio et au téléphone, M. Vincent Auriol put suivre, minute par minute, les débats sur le vote de confiance. Il était,

très surexcité. A 18 heures, il convoqua un de ses confères.

— Alors, interrogea-t-il, où en sommes-nous ? Etes-vous sûr que Pleven aura la confiance ? Le refus du « pool » serait désastreux. Nous serions à jamais coupés des Américains, que deviendrions-nous ?

— Ne vous inquiétez pas, la confiance sera votée, répliqua le journaliste.

Et il ajouta :

— Nos députés ont conscience de la gravité de l'heure. Ils ont dix reconstructions, dans leurs conversations privées, que le « pool » est une catastrophe... mais il le votent quand même.

L'essentiel n'est-il pas de « faire l'Europe » ?

Curieuse séance

LA séance de l'Assemblée Nationale fut assez pénible en ce sens qu'aucun argument sérieux ne fut avancé par les partisans du « pool ».

Tous admettent que cette affaire présente quelque danger, mais, dit M. Naegelen, de la S.F.I.O., pour réaliser de grandes choses, il faut courir des risques. Alors... risquons !

L'orateur le plus pénible fut, sans conteste, M. Yvon Delbos, qui, en voulant trop prouver, donna une série d'arguments aux adversaires du « pool ».

Pourquoi l'Angleterre est-elle hostile au « pool » ? C'est parce qu'elle a des traditions, s'écria M. Yvon Delbos.

Il supplia les députés de voter la confiance, la France étant (qu'il dit) à l'origine du plan Schuman.

Il fit remarquer :

— Il serait regrettable de suivre l'exemple du parlement américain qui, après la grande guerre, refusa de ratifier un traité dont le président des U.S.A. était le père.

— C'était précisément l'exemple à ne pas citer, lui dit M. Herriot, dans les couloirs.

« Pool »... Reynaud

DEPUIS mardi, on ne l'appelle plus que « Pool »... Reynaud. Car le « pool », c'est son affaire à lui. Il faut le voir, dans les couloirs intérieurs, vendre sa salade aux députés qui le suivent :

— Ah ! mes amis, si vous saviez ce qui nous arriverait si nous re-

siège à l'extrême-droite. On ne peut nier que M. Aumeran a fort bien traduit l'angoisse de nombreux Français. On nous assure qu'il n'a jamais reçu un courrier aussi abondant. Des centaines de Français lui ont écrit pour lui dire qu'ils soutenaient sa position d'hostilité au « combinat » du charbon et de l'acier.

Nous avons interrogé des dizaines de députés de parlementaires de la majorité. Presque tous nous ont dit qu'ils voteraient le plan Schuman pour des raisons d'opportunité. Ils ont avoué que ce plan présentait de grands dangers.

Que penser de M. Guy Desson, député socialiste, qui, pendant trente minutes, des sanglots dans la voix, a dénoncé les risques du plan (notamment le déplacement massif d'ouvriers) pour dire, en définitive, qu'il apporterait sa voix au gouvernement ?

Le mot de la fin

NOUS disons bien que de nombreux députés votèrent le plan Schuman alors même qu'ils ne reconnaissent les dangers. La France indépendante, journal de M. Duchet, ministre des P.T.T., vient de confirmer que le « pool » était surtout l'affaire de quelques députés, lorsqu'elle a publié ces lignes :

— Dans une conjoncture où les Américains se montrent de plus en plus renfrognés à notre égard, un vote pro-« pool » paraîtrait de nature à compenser les déceptions de Rome et de Strasbourg.

Ainsi, c'est pour que les Américains ne soient pas « renfrognés à notre égard » que des députés français livrent nos industries du charbon et de l'acier à un combinat étranger.

M. Georges Bidault et le Pape

M. Georges Bidault ne s'est pas, à Rome, occupé seulement du N.A.T.O., c'est-à-dire de la confection de l'armée européenne. Il a eu avec le saint-père un très long échange de vues. Pourquoi ?

Il en parle-t-il pas ? Pourquoi a-t-il pris soin de mettre tout en œuvre pour que les journaux ne sachent rien de cette rencontre ?

C'est que M. Georges Bidault est très inquiet. Il a constaté que le pape professait un souverain mépris à l'égard de la hiérarchie française. En revanche, Pie XII n'a pas caché que son nonce en Allemagne, le cardinal Munch, avait fait d'excellent travail.

Tous les évêques allemands se sont mobilisés pour le réarmement de l'Allemagne de l'Ouest.

Voilà qui est plus sérieux que les temporisations, les atermoiements de l'épiscopat français.

Le pape a fait sentir à M. Georges Bidault que les catholiques français avaient encore beaucoup à apprendre.

Mais le saint-père se devait de consoler M. Georges Bidault, car après avoir dit de cette pauvre Europe, qui ne méritait pas tant de calamités, on parla de la France et de l'habileté politique des hommes qui la gouvernent.

Chez vous, dit le saint-père, vous avez su séparer les socialistes des communistes. En Italie, de Gasperi n'a même pas été capable de dresser Menni contre Togliatti.

M. Georges Bidault devint rouge, rouge de fierté.

housions ce projet. Au cours de mon dernier voyage aux U.S.A., tout le monde m'a dit que le sort de la France était lié à l'adoption de ce texte. Avons-nous le droit de sacrifier l'avenir de notre pays ?

— L'Europe, c'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il.

— L'Europe, c'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il.

— L'Europe, c'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il.

— L'Europe, c'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il.

— L'Europe, c'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il.

— L'Europe, c'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il.

— L'Europe, c'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il.

— L'Europe, c'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il.

— L'Europe, c'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il.

— L'Europe, c'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il.

— L'Europe, c'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il.

— L'Europe, c'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il.

— L'Europe, c'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il.

— L'Europe, c'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il.

— L'Europe, c'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il.

— L'Europe, c'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il.

— L'Europe, c'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il.

— L'Europe, c'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il.

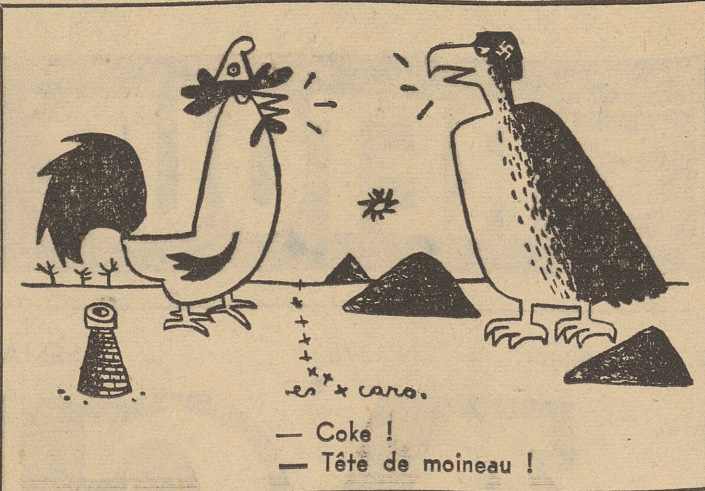
— L'Europe, c'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il.

— L'Europe, c'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il.

— L'Europe, c'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il.

— L'Europe, c'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il.

— L'Europe, c'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il. C'est une patrie, répliqua-t-il.



ON NE VOUS A PAS DIT QUE...

■ Les débats budgétaires ont été, sans nul doute, plusieurs votes de confiance. M. Nigay, député de l'Allier, n'est guère optimiste, puisqu'il déclarait, l'autre jour :

— Lorsque s'agira de sanctionner les recettes budgétaires, le climat, immanquablement, sera beaucoup plus échauffé, et, si les positions actuelles des groupes sont maintenues, il est certain que le gouvernement ne sortira pas indemne de l'épreuve de la question de confiance.

■ M. Jacques Genton, député R.G.R. et vice-président de la Commission de l'Intérieur, voudrait sauver le gouvernement en restreignant les droits du parlement. Il affirme que pour tout arranger « il suffirait d'élargir la compétence des commissions, de donner autorité à leurs travaux, en réglementant les débats de l'Assemblée de « manière stricte », pour qu'un peu d'efficacité succède à la confusion ».

Tout confirme qu'après les vacances de Noël, les pouvoirs de l'Assemblée seront sensiblement réduits.

■ M. René Mayer continue d'affirmer que nous paierons moins d'impôts grâce à l'aide américaine. Voici ce qu'il pense son collègue de parti, M. Jean Berthoin, rapporteur général de la Commission des Finances au Conseil de la République :

— Aucune aide extérieure ne semble pouvoir être attendue au titre de recettes fiscales nouvelles, celles que nous pourrions recevoir étant consacrées à l'armement. Il n'est peut-être pas impossible que les circonstances actuelles amènent les Etats-Unis à reconsidérer leur attitude...

■ M. René Mayer va inventer le « timbre fiscal » pour éviter la fraude. On n'invente-t-il pas un timbre spécial destiné à contrôler la délivrance des licences d'exportation ? On pourrait savoir ainsi dans quelles conditions sont accordées des licences à des exportateurs privilégiés. Pourquoi ne pas publier les noms des bénéficiaires des licences ?

■ Tout confirme que l'on s'oriente vers une réglementation du marché de l'or. Les conversations, en ce sens, sont déjà engagées, mais toutes les formules envisagées favorisant les trafiquants, le ministre intéressé préfère attendre un peu.

■ Le général de Latre dément... Il affirme qu'il n'a pas l'intention de quitter l'Indochine. Dans les milieux touchant de près l'état-major, on laisse toutefois entendre que le général de Latre de Tassigny sera appelé à d'importantes fonctions militaires avant deux mois.

■ Est-il exact qu'un général allemand, qui fit beaucoup parler de lui sous le régime hitlérien, viendra à Paris prochainement, pour y rencontrer le général Eisenhower ?

■ Encore qu'il n'est pas juste de confondre, dans cette affaire, « pays » et « gouvernement », il n'y a pas lieu d'être fier.

■ Mardi, évoquant la démission de M. Spaak, président de l'Assemblée de Strasbourg, M. Paul Reynaud disait :

Ne dit-on pas que des personnalités américaines suggèrent que la France finance la totalité de son réarmement ?

■ M. Bidault ne cesse de répéter : « Eisenhower m'a dit que la France était le pays le plus décidé à réaliser l'armée européenne ».

■ Encore qu'il n'est pas juste de confondre, dans cette affaire, « pays » et « gouvernement », il n'y a pas lieu d'être fier.

■ Mardi, évoquant la démission de M. Spaak, président de l'Assemblée de Strasbourg, M. Paul Reynaud disait :

Ne dit-on pas que des personnalités américaines suggèrent que la France finance la totalité de son réarmement ?

■ M. Bidault ne cesse de répéter : « Eisenhower m'a dit que la France était le pays le plus décidé à réaliser l'armée européenne ».

■ Encore qu'il n'est pas juste de confondre, dans cette affaire, « pays » et « gouvernement », il n'y a pas lieu d'être fier.

■ Mardi, évoquant la démission de M. Spaak, président de l'Assemblée de Strasbourg, M. Paul Reynaud disait :

Ne dit-on pas que des personnalités américaines suggèrent que la France finance la totalité de son réarmement ?

■ M. Bidault ne cesse de répéter : « Eisenhower m'a dit que la France était le pays le plus décidé à réaliser l'armée européenne ».

■ Encore qu'il n'est pas juste de confondre, dans cette affaire, « pays » et « gouvernement », il n'y a pas lieu d'être fier.

■ Mardi, évoquant la démission de M. Spaak, président de l'Assemblée de Strasbourg, M. Paul Reynaud disait :

Ne dit-on pas que des personnalités américaines suggèrent que la France finance la totalité de son réarmement ?

■ M. Bidault ne cesse de répéter : « Eisenhower m'a dit que la France était le pays le plus décidé à réaliser l'armée européenne ».

■ Encore qu'il n'est pas juste de confondre, dans cette affaire, « pays » et « gouvernement », il n'y a pas lieu d'être fier.

■ Mardi, évoquant la démission de M. Spaak, président de l'Assemblée de Strasbourg, M. Paul Reynaud disait :

Ne dit-on pas que des personnalités américaines suggèrent que la France finance la totalité de son réarmement ?

■ M. Bidault ne cesse de répéter : « Eisenhower m'a dit que la France était le pays le plus décidé à réaliser l'armée européenne ».

■ Encore qu'il n'est pas juste de confondre, dans cette affaire, « pays » et « gouvernement », il n'y a pas lieu d'être fier.

■ Mardi, évoquant la démission de M. Spaak, président de l'Assemblée de Strasbourg, M. Paul Reynaud disait :

Ne dit-on pas que des personnalités américaines suggèrent que la France finance la totalité de son réarmement ?

■ M. Bidault ne cesse de répéter : « Eisenhower m'a dit que la France était le pays le plus décidé à réaliser l'armée européenne ».

■ Encore qu'il n'est pas juste de confondre, dans cette affaire, « pays » et « gouvernement », il n'y a pas lieu d'être fier.

LES ACROBATES DE M. MAYER

Le grès mensonge

M. RENE MAYER veut nous faire croire que les Français seront favorisés, puisque « les petits revenus seront exonérés ». D'après lui, les impôts « passeront inaperçus, tant ils sont insignifiants ».

Ce que nous pouvons affirmer, c'est qu'un budget militaire extraordinaire sera soumis au vote du parlement dans le courant de 1952. De plus, les impôts indirects seront encore majorés. Au cours d'un Conseil interministériel, M. René Mayer a ainsi défini sa position :

— Il faut faire avaler les impôts en plusieurs étapes, afin de ne pas heurter l'Assemblée Nationale.

Il n'a pas caché, à la lumière des entretiens qu'il vient d'avoir avec des personnalités d'outre-Atlantique, que les Américains ne nous « aideront » pas beaucoup en raison même de leurs difficultés intérieures et de l'approche des élections.

Mais le ministre des Finances est bien décidé à lutter jusqu'au der-

nier contribuable pour mériter la confiance des Américains. De cette confiance, dépend l'avenir de M. René Mayer, espère remplacer, prochainement, M. Robert Schuman au Quai d'Orsay.

Dures vérités

DANS les couloirs, M. René Mayer affirme que si nous payons demain moins d'impôts « qu'il ne faudrait » (que lui faut-il de plus ?) nous le devons aux généreux Américains qui vont financer une partie de notre réarmement. Et il s'appuie sur de vagues promesses formulées par certains envoyés extraordinaires du président Truman. On ne lit le New York Times, qui publiait, ces jours-ci, sous la signature de M. de Han-

son W. Baldwin, premier critique militaire des U.S.A., et porte-parole officieux du ministère de la Défense U.S., un important article dans lequel il était dit notamment :

Dans le domaine économique, la tendance a été, dans le passé, de rechercher des solutions de facilité. Nos représentants à l'étranger ont trop souvent fait des promesses d'aide financière, qui n'ont pas été exécutées et qui n'avaient jamais été faites. L'Europe a eu besoin et a encore besoin d'une aide considérable à la fois en dollars et en armes, mais le secrétaire au Trésor, M. John W. Snyder, a parfaitement rempli ses fonctions, lors-

qu'il a, récemment, fait savoir clairement que l'aide actuellement fournie par les Etats-Unis ne serait pas augmentée.

Un malin

M. RENE MAYER ne se fait aucune illusion. Si défend ses projets fiscaux c'est qu'il espère et souhaite une bonne crise ministérielle.

Une telle crise grandirait le ministère des Finances. On dirait de lui à Washington :

— C'est la victime d'une coura-geuse politique.

Et on en ferait un ministre des Affaires étrangères.

Il se confirme, en effet, que les actions de M. Robert Schuman sont en baisse. On lui reproche certaines hésitations, de même qu'on ne lui pardonne pas d'avoir échoué dans ses tentatives de rapprochement plus étroit entre le Vatican et Washington.

Dans cette affaire, M. Georges Bidault joue M. René Mayer « gagnant ». Dans le fond, le cher petit homme souhaite que M. Mayer soit le prochain président du Conseil, tandis que lui, Georges Bidault, trait au Quai d'Orsay.

M. Robert Schuman, qui a fort bien servi les intérêts américains, en présentant le « pool » charbon-acier, ne cesse de se plaindre de l'ingratitude des hommes politiques. Comme on le comprend.

Liberté de la presse

RUÉ de Rivoli, on prend de mauvaises habitudes depuis quelques semaines. Du temps de M. Pétache, il n'y avait pas de discrimination, il n'y avait pas de discrimination, il n'y avait pas de discrimination.

Profiteurs-en pour demander au gouvernement s'il entend persévérer dans une attitude qui révolte tout le monde. Les vrais républicains, quelques temps, on a pris l'habitude d'éliminer des conférences de presse les journalistes dont les opinions ne sont pas conformes à celles de M. Eisenhower. La loi française ne tolère aucune discrimination entre les citoyens. C'est ce que doivent comprendre tous les Français !

Remous dans la presse

AVANT trois mois il y aura du nouveau dans la presse parisienne. M. Paul Auriol, qui s'occupe de la propagande élyséenne, se rapproche de plus en plus intimement de France-soir. Ce journal du soir va bientôt, après Paris-Près, nous démontrer que notre Président de la République a sauvé cent fois le pays des pires catastrophes. Quant au directeur de France-soir, il est en butte à des difficultés, son conseil d'administration n'étant guère satisfait du tirage. La « commère », qui prétend tout savoir, nous dira-t-elle tout ce qu'elle sait sur les ennemis de M. Lazareff ?

Curieuse attitude

NOUS avons dit, l'autre semaine, que M. Max Brusset, député R.P.F., avait tenté d'empêcher le scandale du lot mettant un terme au d'achat d'automobiles. On sait, en effet, que, jusqu'ici, certaines sociétés automobiles disposaient de plusieurs milliards appartenant à d'éventuels acheteurs (qui versent des arrhes importantes) sans pour autant payer d'arrhes. M. Brusset affirmait qu'il avait formé son opposition sur demande de son collègue Peytel, député R.P.F., président de la Commission de l'Automobile. Le scandale a fait tant de chahut que M. Peytel a été prié de s'expliquer. Il ne trouve rien de mieux, pour se défendre, que de mettre en cause des fonctionnaires de l'Assemblée Nationale, à qui il reproche d'avoir mal compris ses instructions.

Remous dans la presse

AVANT trois mois il y aura du nouveau dans la presse parisienne. M. Paul Auriol, qui s'occupe de la propagande élyséenne, se rapproche de plus en plus intimement de France-soir. Ce journal du soir va bientôt, après Paris-Près, nous démontrer que notre Président de la République a sauvé cent fois le pays des pires catastrophes. Quant au directeur de France-soir, il est en butte à des difficultés, son conseil d'administration n'étant guère satisfait du tirage. La « commère », qui prétend tout savoir, nous dira-t-elle tout ce qu'elle sait sur les ennemis de M. Lazareff ?

Curieuse attitude

NOUS avons dit, l'autre semaine, que M. Max Brusset, député R.P.F., avait tenté d'empêcher le scandale du lot mettant un terme au d'achat d'automobiles. On sait, en effet, que, jusqu'ici, certaines sociétés automobiles disposaient de plusieurs milliards appartenant à d'éventuels acheteurs (qui versent des arrhes importantes) sans pour autant payer d'arrhes. M. Brusset affirmait qu'il avait formé son opposition sur demande de son collègue Peytel, député R.P.F., président de la Commission de l'Automobile. Le scandale a fait tant de chahut que M. Peytel a été prié de s'expliquer. Il ne trouve rien de mieux, pour se défendre, que de mettre en cause des fonctionnaires de l'Assemblée Nationale, à qui il reproche d'avoir mal compris ses instructions.

Remous dans la presse

AVANT trois mois il y aura du nouveau dans la presse parisienne. M. Paul Auriol, qui s'occupe de la propagande élyséenne, se rapproche de plus en plus intimement de France-soir. Ce journal du soir va bientôt, après Paris-Près, nous démontrer que notre Président de la République a sauvé cent fois le pays des pires catastrophes. Quant au directeur de France-soir, il est en butte à des difficultés, son conseil d'administration n'étant guère satisfait du tirage. La « commère », qui prétend tout savoir, nous dira-t-elle tout ce qu'elle sait sur les ennemis de M. Lazareff ?

Curieuse attitude

NOUS avons dit, l'autre semaine, que M. Max Brusset, député R.P.F., avait tenté d'empêcher le scandale du lot mettant un terme au d'achat d'automobiles. On sait, en effet, que, jusqu'ici, certaines sociétés automobiles disposaient de plusieurs milliards appartenant à d'éventuels acheteurs (qui versent des arrhes importantes) sans pour autant payer d'arrhes. M. Brusset affirmait qu'il avait formé son opposition sur demande de son collègue Peytel, député R.P.F., président de la Commission de l'Automobile. Le scandale a fait tant de chahut que M. Peytel a été prié de s'expliquer. Il ne trouve rien de mieux, pour se défendre, que de mettre en cause des fonctionnaires de l'Assemblée Nationale, à qui il reproche d'avoir mal compris ses instructions.

Remous dans la presse

AVANT trois mois il y aura du nouveau dans la presse parisienne. M. Paul Auriol, qui s'occupe de la propagande élyséenne, se rapproche de plus en plus intimement de France-soir. Ce journal du soir va bientôt, après Paris-Près, nous démontrer que notre Président de la République a sauvé cent fois le pays des pires catastrophes. Quant au directeur de France-soir, il est en butte à des difficultés, son conseil d'administration n'étant guère satisfait du tirage. La « commère », qui prétend tout savoir, nous dira-t-elle tout ce qu'elle sait sur les ennemis de M. Lazareff ?

Curieuse attitude

NOUS avons dit, l'autre semaine, que M. Max Brusset, député R.P.F., avait tenté d'empêcher le scandale du lot mettant un terme au d'achat d'automobiles. On sait, en effet, que, jusqu'ici, certaines sociétés automobiles disposaient de plusieurs milliards appartenant à d'éventuels acheteurs (qui versent des arrhes importantes) sans pour autant payer d'arrhes. M. Brusset affirmait qu'il avait formé son opposition sur demande de son collègue Peytel, député R.P.F., président de la Commission de l'Automobile. Le scandale a fait tant de chahut que M. Peytel a été prié de s'expliquer. Il ne trouve rien de mieux, pour se défendre, que de mettre en cause des fonctionnaires de l'Assemblée Nationale, à qui il reproche d'avoir mal compris ses instructions.

Remous dans la presse

Les REINS

sont chargés d'éliminer certains déchets de la combustion interne qu'ils s'accumulent dans l'organisme, pourraient être la cause de divers troubles, et surtout de DOULEURS ARTHRIQUES.

Pour aider les reins à remplir leur rôle de filtre essayez une cure de :

Pilules SAPROL

contenant notamment des extraits de plantes, qui facilitent l'élimination des déchets et de l'acide urique, et atténuent VOS DOULEURS.

N° 307 P 24 468 Toutes pharmacies.

POUR rester Jeune...

les crèmes de beauté ne suffisent pas...

SEUL un organisme débarrassé régulièrement des déchets et de l'acide urique, peut rester jeune.

Il faut garder saines les articulations et les os, garder élastique et rose la silhouette. Pas de graisse, pas d'embarras circulatoires, une entrecroisement et d'ailleurs votre ligne, vous valsera de joie.

CETTE MISE AU POINT quotidienne, indispensable à votre jeunesse et à votre santé, sera facilitée par le :

THE MEDICAL MEXICAIN

TOUTES PHARMACIES. VISA N° 307 P 23 733

ACTIOM

3, rue des Pyramides PARIS (1^{re})

Tél. : OPE 86-21 et la suite

TARIF D'ABONNEMENTS

1 mois 120 fr.

3 mois 350 fr.

6 mois 650 fr.

1 an 1.200 fr.

ETRANGER : 1 an : 2.200 fr. 6 mois : 1.200 fr.

Compte chèque post. Paris 4195-47

Pour tout changement d'adresse prière de joindre la dernière bande et la somme de 50 francs en timbres-poste.

L'affaire PLATOW et quelques autres

C'EST à la fin du mois d'août, avant même l'heure du laitier, qu'on sonnait, puis cognait à la porte du Dr. Robert Platow, à Hambourg.

Après une perquisition en règle, le Dr. Platow était arrêté, ainsi que son collaborateur, Wegerich.

Platow, journaliste accrédité au Parlement de Bonn, était un inconnu jusqu'au moment où il créa une agence de presse personnelle. C'est, disons-le tout de suite, un personnage peu intéressant. Mais son histoire l'est davantage et ses bulletins de presse l'étaient encore bien plus, si on en juge d'après le fait qu'il avait 2.000 abonnés et que, dans toute l'Allemagne occidentale, il n'y avait pratiquement aucun journal qui puisse se permettre de ne pas recevoir sa ration de Platow.

L'abonnement ne coûtait que 50 marks, ce qui rapportait au Dr. Platow la coquette somme de 8 millions de francs par mois et lui permettait d'acheter quantité de choses. Platow achetait des informations de première main et des documents qui n'étaient peut-être pas secrets, mais que le gouvernement de Bonn omettait volontiers de remettre à la presse. Il ne s'adressait pas aux agences de courses ou aux femmes de ménage du Parlement. Il ne fouillait pas dans les corbeilles des hauts fonctionnaires des différents ministères. Platow connaissait bien son monde et savait qu'en payant on peut, à Bonn, tout obtenir. Il était en relations avec tout le monde, députés et fonctionnaires, secrétaires d'Etat et ministres.

Ce que la police a trouvé exactement dans l'appartement de Platow, on ne le sait naturellement pas, mais l'affirmation qu'elle y a trouvé des lettres de deux ministres n'a jamais été démentie. On n'a pu dissimuler que le secrétaire du ministère de l'Economie, M. Guntz, Kaiser, fournissait des documents à Platow, ni que quelques autres hauts fonctionnaires sont impliqués dans l'affaire. On a également arrêté un autre journaliste, M. Schulte, que toute la grande presse d'Allemagne occidentale considère comme son homme et qui avait pu fournir des informations à Platow en raison de ses fonctions auprès du gouvernement fédéral.

Mme Platow avait, le lendemain de l'arrestation qui suit, fait, envoyé une circulaire aux fonctionnaires, députés et ministres pour les informer que l'agence continuait à fonctionner et achèterait comme auparavant toute information au plus haut prix. Quelques semaines après, Platow était relâché moyennant une caution de 100.000 marks.

L'histoire mit en émoi tous les journalistes allemands ou étrangers accrédités à Bonn. Il n'y a pas un journal qui n'ait consacré des colonnes et même des pages à ce qu'on appelle « le cas Platow ». Il y eut à la Chambre des Interpellations, auxquelles M. Adenauer jugea bon de répondre personnellement. Tout ce remue-ménage ne se produisit pas d'abord, parce que les fonctionnaires

UN COMITE DE GENERAUX ALLEMANDS PREPARE LES REGLEMENTS DE L'ARMEE DE BONN

Selon des informations en provenance des milieux dirigeants de l'« Union des soldats allemands », l'ancien président de cette Association, le général Friesner a été chargé, par le haut-commissaire suppléant américain, le général Hays, de constituer une Commission de techniciens militaires allemands.

Cette commission a pour tâche d'établir les règlements militaires des futures forces armées de l'Allemagne occidentale. Ses membres sont : le colonel-général Harpe, le colonel Rosbach, le général Hays, le général de justice Lehman, le général de l'air Meister et l'amiral Schniewind.

Hays a indiqué à Friesner, affirme-t-on, que les règlements devraient prévoir l'instruction sur modèle américain et tenir compte de l'expérience de la guerre de Corée.

duits dans le code pénal par les nazis, en 1936, au moment précis où Hitler commençait secrètement son réarmement à outrance. Ce paragraphe a été laissé intentionnellement dans la loi actuelle, revue et corrigée, et il est même étonnant que jusqu'à présent on n'ait pas fait usage contre les journalistes de la presse démocratique.

Ce paragraphe (353 c) est, comme, puisqu'il est rédigé en termes si vagues qu'on peut par son

moyen mettre en prison pratiquement quiconque propage une simple vérité de La Palice. Il suffit en effet de communiquer à un ami ou d'écrire dans un journal ce que vous avez entendu dire par hasard par un fonctionnaire quelconque : vous pouvez être condamné à quelques dix ans de travaux forcés. Combiné avec la « loi-éclair », récemment promulguée par le gouvernement de Bonn, loi qui punit même l'intention... on voit ce qu'il peut donner.

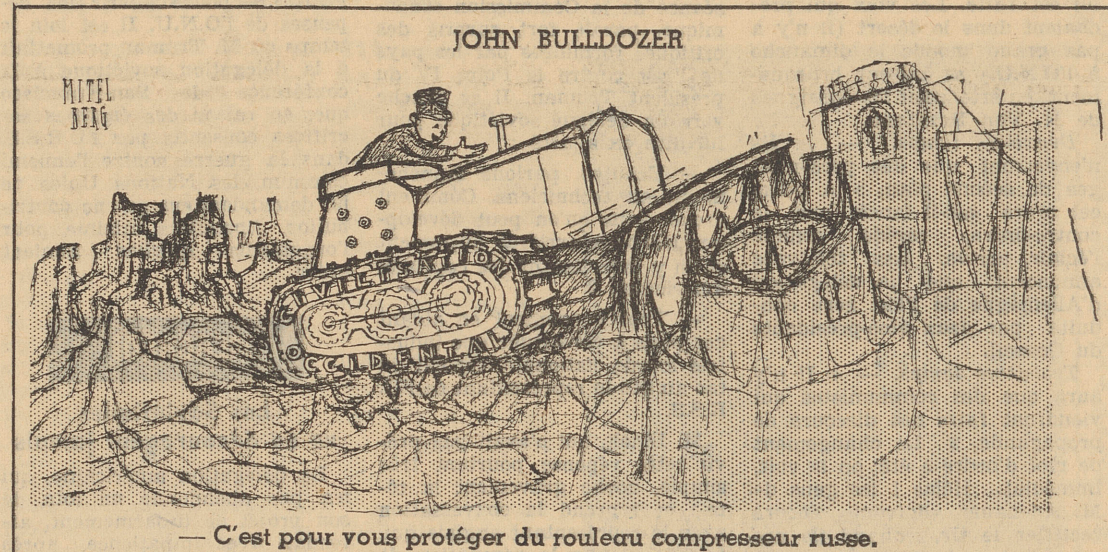
L'opposition parlementaire a fini cependant par soulever la question des fonctionnaires qui s'étaient laissés corrompre : en effet, aucun de ceux-ci n'avait été arrêté. Le chancelier Adenauer a répondu à cette interpellation écrite que : « Quatre fonctionnaires avaient été mis provisoirement en congé et suspendus de leur fonction. Contre quatre autres, le gouvernement n'avait pu agir, parce qu'ils se trouvaient en congé ». Il a refusé de fournir les noms.

Toute l'histoire ne vaudrait pas la peine d'être racontée, si elle ne était une lumière assez crue sur les dirigeants de l'Allemagne de l'Ouest.

L'achat d'informations, voire le vol de documents secrets ou non, est pratique courante dans les administrations de l'Etat. Même entre les services du gouvernement, entre les divers partis de la coalition gouvernementale et entre l'opposition et la majorité, on agit de cette façon. Il est arrivé que l'opposition se trouve en possession de documents dont le gouvernement n'avait pas encore eu connaissance. Il y a eu de violentes altercations à cette occasion à la Chambre. On s'insultait réciproquement. M. Adenauer devenait tout rouge et M. Schumacher frappait sur la table. Quand le député social-démocrate, Siegel, fut arrêté pour vol de documents, l'opposition menaça publiquement d'ouvrir ses dossiers sur la corruption, voire la trahison, de certains députés C. D. U. (chrétiens-démocrates).

Il y a eu le cas de Kaiser, un simple employé, qui faisait main basse sur des documents ultra secrets et les vendait aux services spéciaux français. A l'instruction, il a fourni les noms de ses clients, parmi lesquels figuraient aussi le Dr. Schumacher.

VIOLETTE ADAMS.



— C'est pour vous protéger du rouleau compresseur russe.

indépendant, vigilant, jaloux de ses droits est en train de disparaître. Moi, j'accepte sans protestation de nombreuses mesures, que mon père aurait repoussées comme une « tyrannie insupportable ». Je crois que mes enfants seront eux, encore moins soucieux que moi de leur liberté. Les masses d'aujourd'hui sont désespérées dans un monde, qui leur semble incompréhensible et peut-être ne veulent-elles pas assumer une responsabilité. Elle sont bien trop enclines à laisser prendre toutes les décisions par les hommes politiques, les patrons et les fonctionnaires.

Le résumé de tout ceci ? La liberté est autant menacée de l'intérieur que de l'extérieur. Même dans les « syndicats libres », la volonté de liberté est brisée. On peut même se demander si l'Etat totalitaire n'a pas la logique de son côté.

Ces idées, cher ami, ne sont pas exprimées dans un journal inspiré par Moscou, mais dans HOCHLAND (« La Montagne »), la grande revue catholique, universellement connue, d'Allemagne occidentale. Prenez le temps de lire dans le numéro d'octobre de cette revue, les essais de Johannes Messner et Franz Josef Schöningh. Vous pourrez comprendre ainsi l'appel déchirant que Régina Bohne lance dans les FRANKFURTER HEUTE (Cahiers de Francfort) d'octobre :

Que peut opposer l'Occident au communisme, après deux guerres impérialistes ? Il peut, bien entendu, évoquer les difficultés de la Russie communiste et prendre position contre ses vils agissements. Mais cela ne peut, persuader quiconque croit à l'avenir d'une nouvelle idée. Celui-ci répondra toujours : « Ce sont là des difficultés transitoires, tandis que vous, vous avez eu deux siècles de votre disposition. » Avec des slogans tels que : « Occident, civilisation chrétienne » et autres bavardages, on ne peut rien faire. Il s'agit de choses plus décisives d'un renouvellement du monde, d'une transformation profonde des esprits et de la société, d'une réforme radicale.

LES ANGLAIS PARLENT AUX ANGLAIS

Dans son numéro du 4 octobre, Action analysait ainsi, sous la plume de Jean R. Clémentin, la situation où se trouverait le gouvernement britannique qui sortirait des élections générales du 25 octobre :

« La question se pose donc aux dirigeants britanniques, Tories ou travaillistes, et elle se pose avec une acuité singulière au moment où Ottawa vient de révéler l'ampleur des efforts exigés et de l'austérité à venir : la Grande-Bretagne va-t-elle faire machine arrière ? » Après avoir écrit que la réponse se trouvait chez Aneurin Bevan : « Arrêtons-nous là, réarmons, mais dans des proportions qui ne soient pas un danger pour notre économie... », notre collaborateur définit ainsi les grandes lignes devant inspirer la future politique de Londres : « Politique de « contenance » à l'égard du monde socialiste et de « contenance » à l'égard des Etats-Unis, nation pilote du système atlantique ; politique de balance entre l'Est et l'Ouest... Le gros point de l'affaire, c'est que M. Churchill semble désormais tout à fait partisan de cette politique... » Ce serait, poursuivait Action, « un renforcement de la politique britannique de freinage du système atlantique... »

Le New-York Times du 7 décembre titre son analyse du discours prononcé par le nouveau premier devant les Communes le 6 décembre : « Churchill met un frein au programme de défense institué par les travaillistes. » Cette phrase rappelle un récent commentaire du New-York Herald Tribune où l'on se demandait si, tout compte fait, il ne faudrait pas revenir sur les espoirs mis à Washington dans la venue au pouvoir des conservateurs !

« M. CHURCHILL MET UN FREIN »

Le fait est que dans sa première grande intervention aux Communes, le premier ministre, qui s'est réservé le portefeuille de la Défense nationale, a défini une politique britannique

moins favorable aux Etats-Unis que celle que le gouvernement travailliste avait suivie.

Il faut d'abord relever qu'au moment où on se réjouissait à Washington du fait que l'allié britannique faisait face à ses engagements en matière de réarmement, alors que les alliés de

Dans son discours aux Communes du 6 décembre le premier ministre britannique a souligné les points suivants :

- 1 Le danger de guerre est moindre aujourd'hui qu'en 1948, pendant le « blocus de Berlin » et la tension internationale qui en a été la conséquence.
- 2 Il n'est pas besoin d'un commandement suprême de la flotte Atlantique, comme l'ont demandé les Etats-Unis. Mais s'il en faut un, les Britanniques sont plus qualifiés que d'autres pour obtenir ce commandement naval.
- 3 L'armée européenne est une excellente chose, mais les forces britanniques n'y participeront pas.
- 4 Le programme de réarmement, projeté par le gouvernement travailliste, ne peut être exécuté dans le temps prévu, car il ne tient pas compte des possibilités de l'économie nationale.
- 5 L'existence de bases atomiques américaines en Angleterre préoccupe beaucoup le gouvernement de Londres et fait courir un grave péril à la nation.
- 6 Il faut que les Américains sachent qu'ils ne pourront lancer leurs bombes atomiques des aéroports anglais qu'après autorisation de Londres. Ils se trompent en pensant le contraire.
- 7 Le nouveau gouvernement va accélérer la fabrication de la bombe atomique britannique.
- 8 Pas question d'accepter le modèle de fusil américain.

L'Europe continentale s'avéreraient inévitables d'en faire autant. M. Winston Churchill n'hésite pas à annoncer que M. Aneurin Bevan a eu raison. « Je n'ai pas l'intention d'engager un débat avec M. Bevan. Je lui ai fait une place honorable dans mon discours... parce que le fait est que M. Bevan a eu raison. »

« Plusieurs parties du programme élaboré par le gouvernement précédent ne pourront être exécutées en temps voulu et devront être reportées sur les années futures... »

Examinant les postes sur lesquels les réductions doivent porter, le premier ministre attire l'attention des Communes sur le fait qu'il ne faut absolument pas toucher à la Royal Air Force et qu'il faut, au contraire, lui accorder une attention toute spéciale.

Cette attention toute spéciale consacrée à la R.A.F., sollicite qu'il ne manque pas de dénier aux Etats-Unis la suprématie aérienne dans le système atlantique. M. Churchill se garde bien de l'expliquer clairement. Son discours contient cependant la réponse : la situation, que crée pour la Grande-Bretagne la présence de bases atomiques américaines, est très préoccupante. Les Américains ont l'impression qu'ils peuvent déclencher leurs bombardements atomiques contre la Russie à partir de ces bases lorsqu'ils le voudront, avec ou sans l'assentiment britannique. C'est une fausse impression, dit M. Churchill, qui s'empresse d'ajouter qu'il va accélérer la fabrication de bombes atomiques anglaises. La conclusion s'impose : lorsque la Grande-Bretagne aura ses propres bombes atomiques et ses propres avions de la R.A.F., les bombardiers américains n'auront plus qu'à rentrer chez eux ou à chercher d'autres bases. Mais n'est-ce pas ces bases que le Dr Oppenheimer et d'autres spécialistes atomistes américains viennent de prospecter en Allemagne et en Europe continentale avec l'état-major du général Eisenhower ?

LES TROIS ARMEES

On retrouve ce souci de ne pas dépendre des Etats-Unis dans la position de M. W. Churchill vis-à-vis de l'armée européenne chère à M. Plevin. Lors de son audition par le Congrès, le général Eisenhower avait expliqué que le Pacte Atlantique disposait en Europe, sous commandement américain, d'une force armée européenne unifiée. On en apprenait la raison d'être : elle serait chargée des « combats de retardement » devant « l'envahisseur soviétique » en attendant l'intervention massive



Que médite Churchill ?

de l'aviation stratégique d'outre-Atlantique. Les troupes U.S. stationnées en Europe ne feraient d'ailleurs pas partie de cette armée européenne, sans doute pour qu'il soit possible de les mettre à l'abri quelque temps avant le déclenchement des combats. M. Churchill tient autant à la vie des soldats britanniques que celle des soldats américains, mais il ne se laisse pas aller à la crise de conscience que lui inspire la perspective de la mort de ses soldats : l'armée britannique ne sera pas intégrée. « Ainsi, il y aura une armée européenne comprenant des contingents allemands et, à ses côtés, des forces américaines et des forces britanniques... » Il y a donc trois puissances principales dans le système atlantique : les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Europe continentale, poignée de petites nations avec lesquelles Londres ne veut pas être confondue.

ICI, LONDRES...

Quelques heures après ce discours, on apprenait qu'avant de s'en aller à Washington, M. Winston Churchill et Antony Eden se rendraient à Paris pour s'y entretenir avec leurs collègues français. Un bulletin confidentiel, où apparaît parfois la signature de M. Pierre de Gaulle, en a conclu à « un aiglement anglo-français contre la diplomatie américaine », événement qui inspirerait quelques craintes au Département d'Etat.

Que le rédacteur R.P.P. ait pris ses désirs pour des réalités, soit qu'il veuille plus vraisemblablement dénoncer je ne sais quel double jeu de M. Plevin et Schuman vis-à-vis des U.S.A., il semble que Winston Churchill ne serait pas mécontent de trouver en la France un partenaire moins docile aux directives venant de Washington. Il est clair que pour certaines questions, comme le Maroc, la Tunisie, l'Egypte, l'Iran, l'en passe et des meilleures, telles les questions africaines et asiatiques — certains milieux de Londres et de Paris voudraient joindre leurs efforts contre un « allié » qui cherche tantôt à les supplanter, tantôt à se faire des amis de

certaines gouvernements sur le dos des « intérêts traditionnels » de la France et de la Grande-Bretagne.

Mais cette démarche de M. Churchill revêt aussi, comme son discours, un autre aspect : celui d'une pression déléguée sur les Américains. Pour répondre à la crise de conscience que lui inspire la perspective de la mort de ses soldats : l'armée britannique ne sera pas intégrée. « Ainsi, il y aura une armée européenne comprenant des contingents allemands et, à ses côtés, des forces américaines et des forces britanniques... » Il y a donc trois puissances principales dans le système atlantique : les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Europe continentale, poignée de petites nations avec lesquelles Londres ne veut pas être confondue.

Il n'en reste pas moins que le nouveau gouvernement de Sa Majesté prend d'entrée de jeu une attitude singulièrement plus ferme que MM. Attlee et Morrison, et, tout au long de son intervention, M. Churchill ne s'est pas fait faute d'insinuer que ceux-ci avaient fait preuve de faiblesse devant les requêtes américaines.

Ce n'est pas par hasard que, plusieurs fois, M. Churchill utilise l'expression : « Les U.S.A., l'Europe et la Grande-Bretagne. » Nous l'écrivions le 4 octobre, Londres pourrait s'essayer à se présenter comme « l'honnête courtier entre l'Est et l'Ouest ».

On verra, après les entretiens de début janvier à Washington, quelle conversation internationale Churchill a l'intention d'engager. Il semble qu'il soit décidé à engager une ; il est en outre certain qu'avec lui la Grande-Bretagne va s'efforcer de regagner le terrain que lui ont fait perdre ceux qui l'ont enfoncée dans les marais atlantiques. Que le système atlantique perde de ce fait de sa force — ou de ce qui lui reste de force — ; que les Etats-Unis en subissent une nouvelle défaite « morale et psychologique » ; qu'il impose à Winston Churchill ? A-t-on oublié le ton sur lequel il disait, pendant la guerre, dans ses deux ou trois allocutions en français prononcées à la B.B.C. : « Nous autres, Britanniques... »

LETTRE A UN DEMOCRATE-CHRETIEN

(Suite de la première page.)
mon âme à qui que ce soit, mais je parlerais avec le diable lui-même si, de ce fait, j'avais l'espoir d'encourager la réunification de notre peuple et d'éviter à l'humanité une nouvelle guerre mondiale.

ENFIN
Je ne suis pas communiste, mais les communistes n'en existent pas moins. Une grande partie de l'humanité est sensible au communisme, surtout celle qui est désavouée du point de vue économique et social. Pour ces hommes et ces femmes, le communisme représente en quelque sorte un appel messianique. Nous ne devons, ni nous tromper, ni nous laisser tromper. Une propagande suspecte nous présente le communisme sous le seul aspect d'un système cruel de domination de quelques tyrans, comme si, derrière, il n'y avait pas une humanité fervente, qui a toujours été habituée à un dur régime (il suffit de penser aux tzars et à leurs cosques). Cette humanité accablée non seulement avec reconnaissance tout ce que le système nouveau lui apporte de facilités et d'améliorations. Je n'ai pas été en Russie, ni en Chine, mais, par des témoignages oculaires non suspects, je sais que ces pays de régime communiste ont accompli d'immenses efforts, qui ont été couronnés de succès, pour accroître la production agricole et industrielle et améliorer sérieusement la condition de l'homme. Aujourd'hui, l'ouvrier d'Europe occidentale vit certainement (dans l'ensemble) mieux que l'ouvrier russe, mais ce n'est ni aussi mieux indubitablement que l'ouvrier russe il y a quelques décennies d'années. La Russie du tsar très chrétien était un pays d'analphabètes. Aujourd'hui, la Russie a proportionnellement moins d'analphabètes que l'Italie.

Vous avez certainement lu aussi que le mariage et la famille bénéficient, en Russie, d'une protection plus stricte que chez nous. Là-bas, il n'y a pas, comme chez nous dans tous les kiosques, ces magazines et illustrations obscènes. Un évêque qui a vécu en Chine et qui, après une longue absence, vient de rentrer dans sa patrie allemande, raconte que le spectacle des rues serait là-bas plus moral que chez nous. Aucun Chinois ne bafouerait le sacrement du mariage comme beaucoup de chrétiens de chez nous le font. Fermerais-je l'œil sur les sombres aspects de la réalité à l'Est ou serais-je devenu l'adepte d'un système totalitaire ? En aucune façon. Je suis l'ami de la vérité et de la clairovoyance et je voudrais vous expliquer pourquoi je ne pense pas qu'on puisse efficacement combattre le communisme par la coca-cola ou par la bombe atomique.

On discute passionnément de la forme et du contenu de la liberté à l'Est et à l'Ouest, mais ce serait une tragique erreur de s'obstiner à ne saisir la force persuasive des arguments que d'un seul côté.
Depuis un siècle, on a sans doute entrepris beaucoup en Europe au point de vue économique et social, mais il n'en résulte que des solutions provisoires ou une série de « solutions provisoires ». Personne n'en est devenu heureux, parce qu'il manque la réalité vivifiante d'un intérêt commun.

La situation de la liberté est angoissante, parce que cette liberté est elle-même menacée par l'évolution du « monde libre » menacée jusque dans ses fondements. La société technique n'a que mépris pour l'homme. L'homme d'aujourd'hui n'a que des « dimensions sociales ». Dans sa dernière phrase, la culture occidentale n'a plus de sens pour l'individu. Et on n'entrevoit rien qui puisse donner un espoir de changement.
Or est la volonté de surmonter ces conditions ? Le citoyen

Je vous le dis maintenant pour la dernière fois, cher ami, je ne suis pas communiste. Je me range parmi les démocrates chrétiens et j'espère prendre la démocratie et le christianisme au sérieux. Je vis dans la ferme croyance que le monde peut être transformé selon des principes d'inspiration chrétienne et constituée dans l'amour et la justice, de façon qu'il plaise à Dieu et aux hommes. Si seulement les chrétiens voulaient être chrétiens, le christianisme pourrait sauver le monde. Il aurait de riches possibilités à opposer au communisme. Il pourrait constituer un sérieux contrepoids et tirer des conséquences fécondes de rencontres et d'explications avec lui. Mais ceci pratiquement implique de grandes transformations sociales au lieu de « performances militaires ». Ceci signifie la création d'une économie et d'une société, qui mettent un terme à la progressive collectivisation et à la « vie sans âme » des hommes dans le soi-disant « monde libre » et procurent à la personne humaine de nouvelles possibilités de vie, de mouvement et d'épanouissement. Pour y arriver, il faut, il est vrai, faire preuve de la force et du courage indispensables à une véritable transformation révolutionnaire.

Il va de soi que, pour obtenir ce résultat, je ne mets pas mes espoirs dans un christianisme, qui n'est rien d'autre que l'enseigne de recrutement d'un parti réactionnaire, qui se contente de cette utilisation. Je pense à un christianisme, qui s'est opposé par sa force spirituelle aux empereurs romains, leur a survécu et a renouvelé le monde. Etes-vous, mon cher ami, sceptique ? Croyez-vous qu'il n'existe plus un tel christianisme ? Est-ce pour cela que vous avez confiance seulement dans la puissance militaire ? Si oui, ceci serait le principe essentiel de notre opposition. Car moi, je crois en la puissance éternelle du Saint-Esprit dans l'homme et dans l'histoire humaine. Je vous salue cordialement.

Votre
Wilhelm ELFES.

La question égyptienne

Il est significatif de lire, dans l'hebdomadaire américain « Life » du 3 décembre, les remarques suivantes sur la situation au Moyen-Orient :

Nous avons à faire face à un fait désagréable : les Parlements du Moyen-Orient et autres formes de démocratie, créés sur des modèles britanniques, mais sans contenu politique réel, sont des obstacles et non des appuis pour toute réforme éventuelle. Le Majlis irakien et le parti « Wafd » d'Egypte sont largement contrôlés par des corrupteurs et des propriétaires fonciers échappant à la taxe ; ils négligent leurs mandats d'une façon qui choquerait Bill Boyle lui-même (Bill Boyle est ce secrétaire du Parti démocrate américain qui a dû démissionner pour corruption politique, N.D.L.R.). Si nous désirons instaurer des réformes véritables dans le Moyen-Orient, tout en y maintenant l'ordre, il nous faut comprendre que nos meilleurs alliés sont les rois et les « hommes forts ».

Nous devons aussi aligner notre politique sur celles des puissances coloniales détestées, la France et la Grande-Bretagne, surtout lorsque l'ordre est mis en question...

Les dirigeants américains, dont les scandales défraient la chronique, sont en vérité mal placés pour donner des leçons de morale à qui que ce soit. Quant au thème de la féodalité, qui apparaît un peu partout dans la presse d'inspiration américaine, on nous permettra de lui opposer la conviction que les féodaux modernes du capitalisme cosmopolite ont encore moins le souci de la personne humaine qu'un quelconque seigneur, petit ou grand, de l'Islam.

L'important est l'idée que même les partis et les formes de parlementarisme, qui existent légalement en Iran et en Egypte, sont du point de vue de Washington un obstacle à balayer. La manière forte est le principe de gouvernement qui a la faveur des Américains.

Life affirme que le shah d'Iran et le roi d'Egypte, tous deux fermement mais désespérément pro-occidentaux, sont capables dans certaines circonstances de congédier leurs parlementaires.

Ceci exprime un souhait et témoigne d'un désir qui, sans doute, s'accompagne de quelques

remarques de Life peuvent faire réfléchir les dirigeants d'Egypte et d'Iran. Ils trouveront un appui sinon dans le peuple ? Comment renforcer la lutte nationale, sinon en permettant, par un élargissement de la démocratie, une participation plus active du peuple et de ses diverses expressions politiques ? C'est ainsi qu'on peut faire obstacle à d'éventuelles « révolutions de palais » ou à des coups d'Etat, destinés à faire entrer de force les pays arabes dans le « commandement du Moyen-Orient ».

Le rapprochement de l'Egypte avec d'autres pays arabes ou musulmans a-t-il un caractère menaçant, pour quiconque ne nourrit aucun dessein d'agression ou de domination ? Il est clair que non. Il peut même, dans une certaine mesure, donner un nouvel élan à la lutte pour l'indépendance nationale dans le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (1).

D'un côté, l'Union Soviétique et les démocrates populaires n'exigent rien — comme Azam Pacha l'a reconnu récemment — et sont disposées à entretenir avec tout pays, quel que soit son régime, des relations politiques et économiques normales. Leur sympathie est évidemment acquise à tout peuple qui lutte pour son indépendance et, dans le cas présent, le refus d'un pays comme l'Egypte de participer à un système militaire agressif dirigé contre elles ne peut avoir que leur approbation.

De l'autre côté, les Occidentaux et la Turquie veulent enchaîner les pays arabes à un système, qui implique l'occupation étrangère et le retour au système des mandats, ainsi que la prépondérance ottomane dans cette région.

Une attitude « neutraliste » consécutive de la part de l'Egypte et des autres pays du Moyen-Orient est, dans ces con-

ditions, celle qui peut le mieux contribuer à la paix et à la stabilité dans cette partie du monde.

On ne peut manquer d'observer que la Grande-Bretagne, même appuyée par la France et les Etats-Unis, ne peut rien contre la volonté d'une Egypte unie. A quel peut servir de tenir la zone de Suez dans un pays entièrement hostile ? Mais, pensent-on à Londres comme à Washington, par le jeu des provocations, des intrigues dans les milieux politiques et des violences exercées contre le peuple, on arrivera, tant par l'usure que par les divisions, à abattre de l'intérieur la résistance égyptienne. N'est-ce pas quelque chose de ce genre qu'on tente aussi à Téhéran ?

(1) Il ne s'agit pas, évidemment, de ce qu'on appelle « panislamisme », qui a une autre signification. Il s'agit d'un rapprochement fondé sur des intérêts communs et les principes de l'O.N.U., le rapprochement ayant pour objectif majeur de faciliter l'indépendance des pays intéressés et non de servir indirectement à leur intégration collective dans un système, qu'ils refusent individuellement.

Vendredi 21 décembre, aura lieu au Vélodrome d'Hiver, sous la présidence de Pierre Cot, un important meeting de solidarité à l'égard des peuples égyptien, marocain, tunisien, algérien et tous les peuples en lutte pour leur liberté et leur indépendance. Des personnalités françaises de diverses opinions prendront la parole.

U.N.U. AU JOUR LE JOUR

JEUDI

Une démarche anglaise et une défaite américaine

Comme nous l'avions laissé prévoir, le scrutin secret a donné un vif coup de main à de nombreux petits pays, notamment à ceux de l'Amérique du Sud, qui, contrairement aux promesses qu'on leur avait arrachées, ont voté pour la Biélorussie contre la Grèce, à l'élection de ce matin au Conseil de Sécurité. Il faut dire que l'exemple de la « dissidence » venait de haut. Un délégué anglais, et non des moindres, est allé faire une démarche secrète, bientôt connue par tout le monde, pour exprimer à la délégation grecque ses « regrets » de ne pas pouvoir voter pour elle.

Le résultat, c'est un scrutin maratonien, qui bat le record de longueur établi lors de la dernière session, lorsqu'il fallut à la Turquie neuf tours pour battre le Liban au même scrutin. Mais tandis que la Turquie avait fini par obtenir la majorité requise des deux tiers, la Grèce, cette fois-ci, n'y est pas parvenue et a même perdu régulièrement des voix à chaque nouveau tour.

Le match nul final et l'annonce de nouvelles élections sont — personne ne s'y trompe — un magistral échec pour la délégation américaine, qui ne cherche même pas à cacher son dépit.

Echec à Chaillot

Succès à Athènes

Il y a pourtant un diplomate américain qui n'est pas mécontent de la mésaventure de Chaillot. C'est M. John Peurifoy, ambassadeur américain à Athènes. En effet, M. Peurifoy joue la carte de M. Papagos contre le Palais et le cabinet Plastiras, qui s'appuient sur l'ambassade britannique. Le « Trahison » des Anglais qui, à Paris, ont voté contre la Grèce, va donner au tandem Peurifoy-Papagos une occasion unique de propagande. C'est du moins ce qu'on explique dans les milieux proches de la délégation grecque à l'O.N.U. où, depuis le retour des U.S.A. de M. Venizelos, on semble s'être habitué à l'idée de voir le maréchal Papagos prendre le pouvoir l'année prochaine. L'opération se ferait au printemps 1952, à l'occasion de nouvelles élections générales, avec un système électoral « sur mesure ».

VENDEDI

Trois victoires n'effacent pas un échec

Après leur rébellion et leur sursaut d'indépendance dans les élections au Conseil de sécurité, les pays liés aux Etats-Unis ont l'air d'estimer que la plaisanterie a assez duré, et qu'ils n'ont plus maintenant qu'à filer doux et à marcher droit, s'ils ne veulent pas se voir couper la route permanente du dollar.

Du coup, jamais la « majorité mécanique » pro-américaine n'a si bien fonctionné qu'aujourd'hui, avec un automatisme rigoureux. Le gouvernement de Rome voudrait envoyer des délégués participer aux travaux du conseil de tutelles ? Tout à fait d'accord. Le gouvernement grec demande qu'on « garantisse sa sécurité » en votant un blâme à la Roumanie et à la Bulgarie ? Bien sûr, il a vraiment droit, le pauvre, à une compensation. Le délégué de Formose, répondant au délégué de Biélorussie, réaffirme son droit de siéger à l'O.N.U. Bravo, vive Tchong Kai Chek !

Ces trois votes de la commission de politique spéciale n'empêchent pas les délégués américains de demeurer amers. Ce ne sont pas, disait l'un d'eux, ces résultats acquis d'avance qui effaceraient le coup porté à notre prestige par le demi-succès de la Biélorussie au Conseil de sécurité.

SAMEDI

Délai de grâce au coup de grâce

Ca marcherait fort dans les couloirs au sujet de la question marocaine, qui sera sans doute évoquée publiquement le 13 décembre.

En l'état actuel des négociations, la délégation américaine, qui tient à ménager à la fois le gouvernement français et les gouvernements arabes insiste pour faire adopter le compromis suivant : l'affaire marocaine ne serait pas examinée à cette session de l'O.N.U., mais les U.S.A. prendraient l'engagement de la faire inscrire à la prochaine session de New-York, si d'ici là Paris n'a pas mis à profit le délai qu'on lui accorde pour négocier un nouveau traité avec le sultan.

Cet arrangement est loin de plaire à M. Robert Schuman, qui sait fort bien qu'à New-York, si d'ici là Paris n'a pas mis à profit le délai qu'on lui accorde pour négocier un nouveau traité avec le sultan.

De Tunis à Chaillot

Un autre sujet qui cause de graves soucis au Quai d'Orsay et à la délégation française à l'O.N.U., c'est la question tunisienne. Il va sans dire que ces soucis ne concernent pas la situation de la population tunisienne, où un habitant sur trois est sous-alimenté, et pas davantage les aspirations nationales du peuple tunisien. Non, ce qui intéresse ces messieurs, c'est de savoir qui doit remplacer le résident général Perrier, condamné en première instance par le sénateur Colonna et en appel par le gouvernement français. M. Robert Schuman s'est trouvé en minorité quand il s'est agi de défendre son poulain. Les candidats à la succession ne manquent pas ; il n'y a pour s'en convaincre, que d'écouter les propos qui s'échangent dans les milieux officiels. En voici un exemple, cueilli sur le vif.

Moi je parie pour Joxe. Il est très appuyé par Aurio.

Oui, mais les radicaux veulent le poste pour un des leurs. Devrait s'agiter beaucoup en ce moment.

Les socialistes ne marchent pas. Ils savent qu'après la désastreuse expérience de M. Monse, on ne peut plus songer à un résident socialiste, mais ils voudraient voir un de leurs dirigeants, Naegelen ou Ramadier, qui attend toujours quelque chose — diriger une « mission d'enquête temporaire ».

Vous n'y êtes pas. Ce qui compte, c'est l'Amérique, c'est-à-dire Juin. Or Juin, qui est le fond commun à tous, a fait une bonne partie de sa carrière au Maroc (N.D.L.R. : il était, en effet, secrétaire général au Maroc... au temps de Vichy). On lui doit bien quelque chose, à ce pauvre Voizard. Pensez que quand il a quitté l'Autriche, il a fait antichambre tous les jours pendant trois

Semaine allemande au Palais de Chaillot : la semaine dernière, la Commission politique spéciale entend les délégués de l'Allemagne occidentale ; ces jours derniers, elle a entendu les délégués de l'Allemagne de l'Est : on a vite remarqué que Bonn s'était contentée d'envoyer d'honorables personnalités, tandis que le vice-président du Conseil, M. Otto Nuschke et un ministre, M. Ackermann figurent dans la délégation orientale. Celle-ci, au demeurant a pris une position fort troublante pour bien des accords de Yalta et de Potsdam ; ils se sont en outre appuyés sur un des principes essentiels de l'O.N.U. : la non-interférence dans les affaires intérieures d'une nation. Pour l'Allemagne de l'Est, donc, l'unité allemande est une question purement allemande à laquelle l'O.N.U. n'a aucun droit de se mêler. Seules les quatre puissances occupantes, en vertu de Yalta et de Potsdam, sont habilitées à contrôler l'évolution de l'Allemagne.

Cependant que la Commission spéciale, après l'audition des Allemands, poursuit ses travaux sur la nomination d'une commission qui serait chargée d'étudier si les conditions existent dans toute l'Allemagne pour des élections libres, la sous-commission des quatre pour le désarmement a remis, à la Commission politique, un rapport rédigé par le président de l'assemblée générale, M. Luis Padilla Nervo, qui fait état des points sur lesquels les quatre sont d'accord. S'il ne faut pas faire montre d'un grand optimisme quant à un éventuel accord général des quatre sur les plans de désarmement, il apparaît qu'un commencement de négociation a eu lieu et qu'un succès partiel a marqué la réunion des quatre.

La Commission politique a repris la discussion du plan présenté par les trois Occidentaux en y adjoignant l'étude simultanée des amendements déposés par M. Vychinski : ce dernier a lui-même déclaré que cette méthode de travail lui semblait positive. Notons, à ce sujet, que la délégation des Etats-Unis marque quelque tendance à moins d'intransigeance, ce qui s'expliquerait par des difficultés croissantes au sein de la majorité mécanique.

Il est vrai que le Pentagone et le Département d'Etat ont changé tout cela.

On ne peut plus les ignorer

Assez drôle, l'évolution de l'attitude des délégués du chancelier Adenauer après l'invitation



WARREN AUSTIN, délégué permanent américain

tion adressée par la commission politique spéciale de la République démocratique allemande d'envoyer des observateurs à Paris.

Premier temps. — « Ils ne reconnaissent pas l'autorité de l'O.N.U., ils ne viendront certainement pas. » Pendant que ces messieurs de Bonn tiennent des propos de ce genre à qui veut les entendre, on annonce que le gouvernement Grothe-wohl accepte la proposition qui lui est faite. Les voix qui préchaient dans le désert (il n'y a pas grand monde le dimanche à l'O.N.U.) se taisent brusquement, en attendant les consignes de M. Von Brentano.

Deuxième temps. — « Ils n'envoieront que des personnes de second plan. » A peine cet ordre est-il lancé que le contre-ordre, rapide comme l'éclair, arrive. Les télétypes annoncent que la délégation d'Allemagne de l'Est sera conduite par deux vice-présidents du Conseil.

Troisième temps. — « Il n'y aura que des communistes qui viendront faire des discours de propagande. » Le changement de mot d'ordre a été, on le voit, immédiat. Hélas ! les gens de M. Adenauer doivent encore rectifier le tir, quand ils apprennent qu'il y aura, en premier rang de la délégation figureront des communistes aussi notoires que M. Bolz, président du Parti national libéral, et M. Nuschke, président du Parti chrétien démocrate, connu dans toute l'Allemagne, y compris celle de

l'Ouest, pour son christianisme militant aussi bien que pour son action antiair au temps d'Hitler.

Après tous ces débâcles, M. Von Brentano était très déconcentré, il aurait pu prononcer un mot historique piquant, ou littéraire, comme par exemple, « Toujours l'inattendu arrive. » Il s'est contenté de dire : « On ne peut plus les ignorer. »

LUNDI

Accord sur un désaccord

La dernière réunion du sous-comité des quatre pour le désarmement a été, on le voit, très intéressante. L'agonie a été longue (4 heures et demie) mais cette fois-ci le sous-comité est bien mort.

Son président, M. Nervo, jette des fleurs sur le cerueil. « Atmosphère cordiale... courtoisie mutuelle... efforts réciproques. »

On aurait mieux aimé, fait remarquer un journaliste indien, que les Occidentaux ne se montrent pas si courtois, et qu'ils acceptent l'interdiction immédiate des armes atomiques.

Oui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensés d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Les étonnements de M. Black

M. Eugene Black, président de la Banque Internationale, qui, de passage à Paris, assiste à la séance de la Commission économique, paraît fort surpris des critiques formulées par les pays de l'Est contre le Point IV du président Truman. Il se penche vers un délégué soviétique pour lui dire en aparté :

« Ecoutez, parlons franchement, en techniciens. Comment croyez-vous qu'on peut développer les pays arriérés autrement qu'en y investissant des capitaux américains ? »

Tout bonnement en aidant ces pays à constituer une industrie lourde nationale, répond du tac au tac le représentant de l'U.R.S.S.

M. Black, qui n'avait pas prévu cette réponse pourtant très simple, hoche gravement la tête... et reprend la conversation avec le représentant anglais qui, faisant mentir la réputation de froideur des Britanniques, se montre pour lui d'une cordialité et d'une amabilité extrêmes.

Il faut dire que M. Black part demain pour Londres et que l'Angleterre a bien besoin de dollars.

MERCREDI

Les Soviétiques ne se découragent jamais

La délégation américaine, qui n'a pas abandonné un iota de son projet de désarmement, attendait avec impatience, après le « procès-verbal de carence » du sous-comité des quatre de M. Nervo, l'intervention de M. Vychinski. Pour ne rien cacher, elle espérait un éclat qui aurait permis de rompre les négociations. Rien n'avait été négligé pour cela, et on avait même pris le soin de déléguer aux Soviétiques un émissaire officiel chargé de leur tenir des propos moitié pessimistes, moitié provocants, sur le thème général : « A quoi bon continuer ? »

Or, M. Vychinski a signifié clairement à la tribune qu'il entendait « continuer ». Il a clairement montré que les travaux du sous-comité n'avaient pas résolu les problèmes les plus importants du désarmement, mais il a volontairement insisté sur les quelques côtés positifs de ces travaux. Et il a conclu qu'il fallait sans tarder reprendre les conversations.

Grande déception chez les Américains. L'un d'entre eux et non des moindres — résume

le désappointement général en soupirant : « Ces Soviétiques, ils ne se découragent jamais. »

JEUDI

Le manager ne s'est pas ménagé

En piste pour le deuxième round du match Grèce-Biélorussie. Une semaine exactement après la mémorable élection — marathon qui se termina par un match nul, personne n'ayant pu obtenir la majorité requise des deux tiers — les deux adversaires remettent ça. Pour l'U.R.S.S. et les démocraties populaires, la candidature de la Biélorussie est une question de principe. Il s'agit de faire respecter la convention de 1946 sur la répartition géographique des sièges non permanents au Conseil de sécurité. Pour les Américains, principaux managers de la Grèce, l'élection de ce pays est une affaire personnelle. La délégation américaine a été ulcérée de son

dernier échec, et s'est juré de le réparer.

Pour atteindre ce but, les managers américains n'ont pas épargné leurs efforts. Les délégations, qui, au dernier scrutin, sont supposées avoir voté pour la Biélorussie, ont été soigneusement pointées. Pas une d'entre elles qui, dans le courant de la semaine, n'ait reçu la visite d'un représentant américain venu lui transmettre des promesses... ou des menaces.

Quelque peu écœuré par cette campagne électorale, aucun ne pécute, un délégué scandinave apostrophe le délégué grec : « Dites-moi, cher ami, ne croyez-vous pas que vous auriez fait preuve de plus de dignité en ne vous représentant pas la deuxième fois ? »

M. Politis prononce alors un mot aussi historique que celui de M. von Brentano, que nous avons cité. Il répond très simplement à son collègue (et néanmoins ami) scandinave : « Nous ne voulons pas être dignes. Nous voulons être élus. »

HISTOIRE DE CAUSER

SURMENAGE MONDAIN

La scène se passe dans le cabinet d'un grand médecin. La cliente est une jolie femme, aussi volubile que distinguée, qui, à peine passée la porte, se met à raconter ses malheurs.

« Ah ! docteur, ce sont la fatigue et la lassitude qui m'empêchent de vous. Cette O.N.U. me tue ! Séance le matin, séance l'après-midi, à peine le temps de déjeuner, les écouteurs constamment sur les oreilles, c'est un vrai supplice. Quand je rentre chez moi, le soir, je suis épuisée. »

« Et à quel service êtes-vous, madame ? Traductions, secrétariat, interprétariat ? »

« Mais non, docteur, je suis dans le public. »

Ce dialogue est rigoureusement authentique, la dame dont nous venons de narrer la triste histoire appartient à ce petit groupe de moudes et d'énarques qui se croient désolés de manquer un débat ou réunion de sous-commission.

Il faut noter que, au fur et à mesure que les semaines passent et que les séances se suivent et se ressemblent, le public snob, qui s'est cru un moment obligé d'assister à ce spectacle bien parisien, l'O.N.U., commence à sérieusement se lasser.

PAS DE « SENSATION » POUR LA PARISIENNE

Les informateurs du F.B.I. sont vraiment de plus en plus déçus, avec les têtes que nous avons, si nous nous trouvons au Vél d'Hiv' au lieu d'être ici, nous aurions droit à des coups de marteau plutôt qu'à des petits tours ?

Silence gêné de ces messieurs de la Carrière.

Mais déjà le journaliste ajoutait :

« Il paraît que vous célébrez demain l'anniversaire des Droits de l'Homme. Tous les Arabes seront de tout cœur avec vous. »

Videmment, les représentants du Quai n'avaient pas l'air d'apprécier cette amère ironie.

DOCUMENTS SECRETS OU OBJETS TROUVES

Les employés qui, au Palais de Chaillot, s'occupent de la récupération des objets perdus ne tarissent pas de détails sur la distraction des délégués. Ils disent que, à l'exception des Russes qui font très attention à leurs affaires, ces messieurs laissent traîner toute sorte d'objets : des montres, des stylos, des mouchoirs, des portefeuilles, des parapluies et jusqu'à des vestes.

Cependant, il semble que les objets qui se perdent le plus sont... les serviettes, et elles contiennent souvent des documents plus ou moins confidentiels. Il n'est pas rare, par exemple, d'entendre un délégué dire : « Ah ! vous avez retrouvé ma serviette ? »

Et là, nous aurons droit à la lecture d'un rapport ultra-secret que j'aurais été très ennuyé de voir s'égarer.

SOLUTION DU PROBLEME N° 279

W. PAULY. (Blancs : R2, Ta2, b3 ; noirs : Rcl ; mat en 5 coups.) 1. Td2 ; Rb1 ; 2. Rd1 ; Rd1 ; 3. Rd2 ; Rd2 ; 4. Td4 ; suivi Td4 mat. On ne doit jamais proposer la suppression du pion b3 et, en effet, on peut donner mat en 5 coups.

N'oublions pas, chaque problème, pour avoir le droit d'exister, de donner une idée. L'œuvre de PAULY présente la combinaison Cheney-Loyd qui est une nouveauté. L'Amérique du Nord et l'Europe, ajoute-t-il, est un peu plus peuplée (396 millions).

PARTIE N° 101

Un coup de surprise punit la faute grossière.

Partie jouée au championnat d'Argentine, à Buenos-Aires 1951

Blancs : HUQUET. Noirs : CASAS.

1. d4, Cc6 ; 2. e4, d5 ; 3. Cc3, Fb4 ; 4. e3, e5 ; 5. d4, Fc3 ; 6. b3, d4 ; 7. Fd3, d5 ; 8. e4, e5 ; 9. Cc3, b6 ; 10. Fd4, Fd4 ; 11. Fxg6, Cxg6 ; 12. e4, Cxd4 (si dxc4 : 13. Da4 regagne le pion) ; 13. Dxd4, Cc5 ; 14. Td1, Cc6 ; 15. Dd4, dxd4 ; 16. Dxd4, Td7 ; 17. Dd7, Dd7 ; 18. Fd7, Td7 ; 19. Td7, Fd7 ?

Taxi ! les blancs abandonnent. La T. ou la D. imprévisible à cause

de la menace de mat. Les noirs perdent une pièce et la partie. NOUVELLES. Le festival de Glin, à Glin, a connu un grand succès. Résultat des simulés : BECKER +17-1-3 ; SCHER-NEVSKY +19-1-1 ; MOLNAR +18-2-1.

Dans sa simultanéité au Cercle Bouvigny (21, rue des Carmes), MOLNAR gagnait contre ses adversaires 11 parties à 1 sans voir, mais le problème KAHANE a fait du tort à MOLNAR.

A Genève, SCHERNEVSKY gagne 20 parties, 1 nulle. Et à Lausanne, MOLNAR obtient le résultat +32-3-0.

Le Cercle l'Arc-en-Ciel (F. F. E.), brasserie Luitéla, rue de Savoie, Paris, nous communique : Le 15 décembre, à 14 h. 30, Camille SENECA donnera une séance de 45 parties simultanées.

Moscou. Aux 14e et 15e rounds de l'U.R.S.S., après la 14e ronde, la lutte est toujours incertaine et pour voir clair, il faut attendre le résultat des nombreuses parties ajournées. Voici le classement :

SMYSLOV (2), BOTVNIK (1), KERES (1), GELLER (1), 8 pts chacun. PETROSIAN (1), ALEKSEYEV (1), 7 pts. TAIMANOV (2), BRONSTEIN (1), KOTOV (1), 7. FLOHR (1), SIMAGHIN (1), 6. KOP, 5. 12. BONDAREVSKI (5), 5. 1/2. MORSEV (3), ARONIN (2), 5. 1/2. LIPNITZKI (2), 4. 1/2. NOVOTEL (1), 2. 1/2. TERPUGOV (1), 2. Adressez toute la correspondance concernant cette rubrique à : F. MOLNAR à l'Action, 3, rue des Pyramides, Paris.

MAJORITÉ ET MAJORITÉ

Le siège détenu par la Yougoslavie au Conseil de Sécurité n'a toujours pas été pourvu : huit tours de scrutin n'ont pas suffi à départager les deux concurrents en présence : la Grèce et la Biélorussie. Le dernier tour a donné les résultats suivants : 27 voix pour la Grèce, 32 voix pour la Biélorussie. Or, le règlement prévoit que pour détenir le siège vacant il faut disposer de 40 voix, c'est-à-dire des deux tiers des suffrages des 60 nations membres de l'O.N.U.

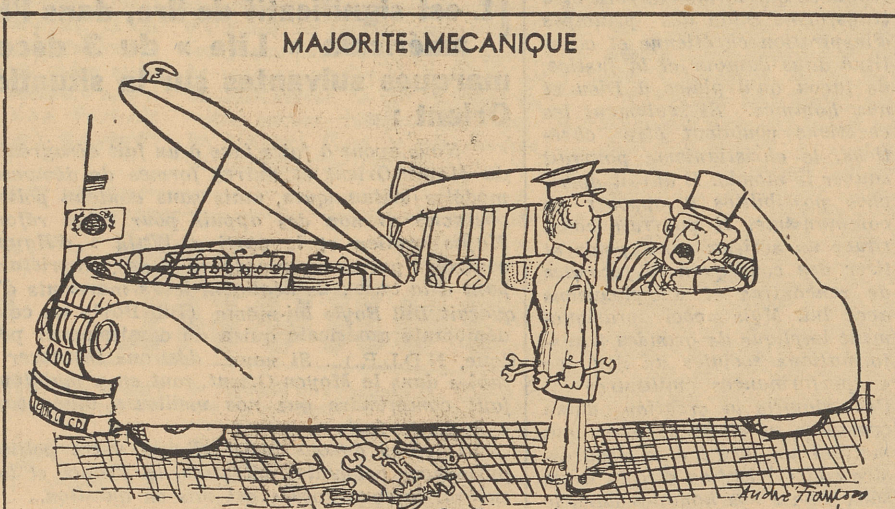
On n'avait pas assisté depuis longtemps à l'O.N.U. à une telle affaire : la délégation des Etats-Unis mise en minorité, et ce, à plusieurs reprises, sur un point au sujet duquel les délégués américains ont usé de tous les moyens de pression en leur pouvoir, ainsi que le notait Le Monde le 8 décembre.

Le New-York Times (supplément hebdomadaire du 9 décembre) explique ainsi cet événement :

« L'échec des Etats-Unis à faire accorder à la Grèce le siège vacant au Conseil de Sécurité vient de deux facteurs. D'abord les Britanniques, les Européens occidentaux et les Scandinaves se sont rebellés contre la domination américaine dans ces questions. Les Britanniques, particulièrement, ont soutenu l'idée que le temps était venu pour l'Est et pour l'Ouest d'essayer de s'entendre sur des points limités et qu'il fallait commencer cette tentative par une concession sur la Biélorussie. »

« En outre, les Etats-Unis ont perdu le soutien décisif des Latino-Américains, ce qui a pour cause une mésentente provenant d'une élection qui n'a rien à voir avec celle du Conseil de Sécurité. »

« De nombreux délégués ont déclaré dans les couloirs que les Etats-Unis ont mal organisé leur



— Cela me fait une belle jambe que cinq cylindres sur huit marchent !

diplomatique. On est ainsi conduit à dégrader des travaux actuels de l'O.N.U. d'un principe très différent de celui qui régit au sein d'un parlement, comme l'Assemblée nationale française. Au Palais-Bourbon, la majorité est acquise à une voix et un gouvernement peut gouverner avec une seule voix de majorité. Le cas s'est déjà produit.

Il n'en va pas de même à l'O.N.U. et M. Acheson, lui-même l'a souligné, il y a trois semaines, en déclarant devant la « commission politique » qu'il serait satisfait si un nombre suffisant de délégations approuvait son programme de désarmement. Pour le chef de la délégation des Etats-Unis, il est clair que quelques voix de majorité ne sauraient suffire. Il faut, pour gouverner le monde, une majorité presque absolue.

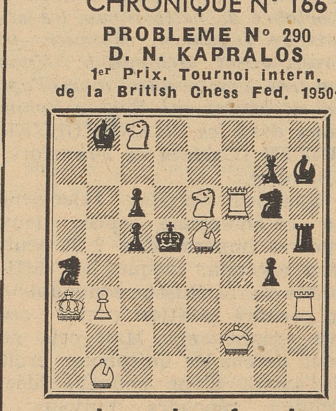
Cette simple constatation doit demeurer à l'esprit de tous ceux qui suivent les débats qui s'engagent aujourd'hui devant la commission politique au sujet du désarmement et surtout du plan Acheson pour les mesures collectives. (Action a déjà souvent analysé ce plan qui consiste, résumons-le, à donner à la majorité mécanique de l'O.N.U. le droit de définir l'agresseur comme il lui convient et d'organiser une force armée contre cet agresseur : les U.S.A. étant les inspirateurs de cette majorité, on voit où nous mèneraient les mesures collectives de M. Acheson.)

Si se trouve que la délégation américaine connaît des à présent les difficultés rencontrées pour la résolution sur la plainte yougoslave : elle n'est sûre d'obtenir une majorité suffisante en faveur du plan Acheson qu'à la condition que ce dernier soit dépourvu de tout caractère explosif et menaçant pour les pays visés implicitement, à savoir l'U.R.S.S. et les démocraties populaires, la Chine y compris.

Comme le plan Acheson a pour objectif essentiel de donner aux Etats-Unis et à leurs alliés occidentaux la possibilité et les moyens de faire obéir par l'O.N.U. en l'étendant au monde entier, le système atlantique, il apparaît que la réputation de nombreuses délégations

CHRONIQUE N° 166

PROBLEME N° 290 D. N. KAPRALOS 1er prix, Tournoi international de la British Chess Fed. 1950-51



Les blancs jouent et font mat en deux coups.

PROBLEME N° 291 E. TRUCHI

« La Scacchiera » nov. 1951. Blancs : Rb3, Dd8, Td1, T7, Dd4, Cf2, Fh1, Fh4, P. ; b3, d2, g6 = 11. Noirs : Rf4, Dd8, Cf6, Fg8, P. ; b4, d5, g7, h5 = 9. Les blancs jouent et font mat en deux coups.

AVEC LES DELEGUES LATINO-AMERICAINS

U.S.A.
1951

La persécution des nègres

LA CHASSE AU ROUGE

Quatre sièges sont attribués depuis 1945 au groupe latino-américain à la Cour Internationale de Justice de La Haye. Or, cette année, deux des sièges latino-américains étaient à pourvoir; celui du représentant mexicain Isidore Fabela Alfaro dont le mandat expire, et celui du juge brésilien Azevedo, décédé dernièrement. Mais les Etats-Unis estimaient qu'on n'avait que faire à La Haye de tous ces Latino-Américains. Ils firent donc entendre à leurs protégés que les besoins de l'Occident exigeaient qu'ils se satisfissent d'une représentation réduite. A quoi le délégué cubain répondit que le « bloc » latino-américain était le plus nombreux de l'Assemblée et qu'il défendait ses droits, la justice internationale et tout et tout.

Quelques heures après le bruit courut dans les couloirs que les Latino-Américains voteront pour la Biélorussie, si les U.S.A. ne modifiaient pas leur attitude. L'on vit alors Cesar Gonzalez, délégué du Venezuela et président du groupe, se précipiter, tout effaré, en déclarations véhémentes, cependant qu'on recherchait activement qui avait vu la mèche, et révéla avant l'heure les dessous secrets. Certains allèrent jusqu'à manifester une certaine froideur aux Nicaraguayens et aux Dominicains. De l'autre côté, les Yankees posèrent des regards lourds de questions invariables sur leurs fidèles alliés du continent.

Les choses prirent un tour tragique le jour du vote. Avec 32 voix, après huit tours de scrutin la Biélorussie battait la Grèce, soutenue par les U.S.A., de plusieurs longueurs. Sir Gladwyn Jebb dut renvoyer l'élection, la majorité absolue requise n'ayant été atteinte par aucun candidat.

Ce fut un beau charivari dans les couloirs. Le vote ayant été secret, les Américains se demandaient avec angoisse qui les avait « trahis ». Les soupçons se portèrent aussitôt sur ces « damnés métèques qui nous demandent toujours des dollars ». Il y eut des conciliabules discrets entre délégués américains et latins. Certaines délégations furent sévèrement chapitrées. Mais les Latino-Américains ar-

boraient tous le sourire de l'innocence la plus complète. A les en croire (mais personne ne les croyait plus), ils avaient tous voté « occidental ». Mieux que cela, le Chili ayant été élu, les petites manœuvres du Nicaragua et de la République Dominicaine avaient été oubliées, et il y avait une espèce de chaleur dans les saluts qu'échangeaient tous les Latino-Américains. L'affaire n'est cependant pas finie et, tous les jours, de nouvelles pressions sont exercées par les Yankees pour ramener au bercail atlantique les brebis égarées. Mais, comme de toutes façons on ne peut contrôler le vote, les U.S.A. se demandent au préalable il ne faudrait pas modifier le règlement et demander le vote à la tribune. En attendant, la chasse au rouge continue et des yeux exercés surveillent les relations des Latino-Américains.

DE BONS CHRETIENS

Le vote du bloc latino-américain en faveur de la Biélorussie n'est intervenu d'ailleurs que dans une série d'incidents mineurs qui montrent à quel point les pays d'Amérique latine ont en assez de la tutelle exigeante des U.S.A. Les adhérents de M. Acheson se sont fait moriger par le patron pour n'avoir pas prévu ce qui allait arriver. On leur a expliqué qu'ils auraient dû faire attention de l'échec de la fameuse réception organisée à Chaillot pour les combattants de l'O.N.U. en Corée. L'absence significative de la plupart des délégués sud-américains aurait dû, aux dires du chef de la délégation yankee, leur ouvrir les yeux sur le mauvais état d'esprit de « ces gens-là ». Cette défection générale n'a d'ailleurs pas fini de faire rage M. Acheson. Il faut dire, à la décharge de ses subordonnés, qu'ils étaient loin de penser que pareille chose fût possible. Persuadés qu'il suffisait que la décision fût prise pour que tous les membres de la majorité mécanique fussent présents à leur poste, ils n'avaient pas jugé nécessaire d'insister. Aucune disposition n'avait été prise pour l'appel, les membres du F.B.I. avaient eu quartier libre et il n'y avait pas à Chaillot assez de monde pour compter les ab-

sents. Si bien que les Nord-Américains ne savent pas eux-mêmes qui a flanché.

Aussi, depuis quelques jours s'emploie-t-on par tous les moyens à découvrir les coupables. Il n'est pas rare qu'au cours d'une conversation au bar, un journaliste demande insidieusement à un délégué latin ce qu'il faisait le matin de ce fameux dimanche. Mais c'est généralement pour s'attirer cette mielleuse réponse : « Mais le dimanche, monsieur, je vais à la messe ». Excédé, un reporter de l'Associated Press, alla demander à brûle-pourpoint à un délégué du patronyme lui semblait révéler une ascendance israélite, il lui aussi, il dansa israélite, il lui aussi, il dansa israélite. Il s'attira la réponse suivante : « Moi ? J'avais la g... de bois ! »

LES LIAISONS DANGEREUSES

Le Chili poursuit devant les Nations Unies son offensive électorale. Dans le même temps que le gouvernement de Gonzalez Videla frappe d'une taxe de 67 % les sociétés minières américaines, son délégué à Paris, essaya de prendre la tête de la croisade en faveur des pays sous-développés.

Faisant état du rapport de la F.A.O. sur les besoins des pays sous-développés, il s'est vigoureusement opposé aux diminutions de crédits proposés par les Etats-Unis. Le Chili propose par contre diverses résolutions tendant à l'investissement de capitaux dans les pays sous-développés. C'est à cette occasion que le délégué soviétique ayant fait remarquer que les investissements de capitaux étrangers grevaient les pays sous-développés d'une hypothèque politique, M. Santa Cruz, anticommuniste bien connu, s'efforça de démontrer que ses projets ne visaient pas à la « libre » circulation de capitaux étrangers dans les pays en question. M. Santa Cruz déclara que sa proposition visait à créer un mécanisme de financement international, et non pas à faire appel à des groupes d'intérêts privés ou à des gouvernements particuliers, habiles à transformer en « protectorats » leurs débiteurs.

A la stupeur de ses auditeurs,

M. Santa Cruz approuva les thèses soviétiques, selon lesquelles, le développement d'un pays doit dépendre d'abord de lui-même et ne pas être dirigé de l'extérieur. Il se déclara en outre en parfait accord avec le délégué soviétique sur les conséquences néfastes de l'actuel rapport entre les prix des matières premières et ceux des produits industriels. En conclusion, il laissa entendre que, seule, une politique d'indépendance nationale pourrait permettre à un pays producteur de matières premières de choisir les industries qui lui sont le plus profitables.

INTRIGUES

C'est cette semaine que la plainte de l'Egypte contre l'administration française au Maroc doit venir en discussion. On sait qu'une proposition déposée par le Guatemala a donné des sueurs froides aux représentants français. Pendant quelques heures ils espèrent que d'utiles pressions, exercées par plus puissants qu'eux, amèneraient ce pays à résipiscence, mais cet espoir dut être abandonné très vite, un certain nombre de pays arabes ayant apporté leur appui à la proposition guatémaltèque. Force fut donc à M. Maurice Schumann de faire contre mauvaise fortune bon cœur et d'essayer d'attaquer le problème par la bande, c'est-à-dire de faire repousser les conclusions de la commission d'étude des problèmes des pays non autonomes, à la date la plus éloignée. « Ils ne trouvent leur salut que dans la fuite, et ils voudraient nous lancer en avant contre les Russes », disait un délégué sud-américain après le succès de la manœuvre française.

LES SILENCES DU GENERAL PERON

C'est devant la quatrième et la deuxième commission que les délégués latins sont le plus acharnés. Outre l'offensive anticolonialiste menée par le Guatemala, l'Argentine a tenu à faire ses plus expresses réserves sur l'occupation par la Grande-Bretagne des Iles Malouines. Une délégation argentine semble avoir choisi la politique du silence à l'O.N.U. Son président

est d'ailleurs reparti pour Washington, où il représente son pays. Mais en dehors de ce désintéressement apparent, les délégués de Peron nouent de petites intrigues, qui ne sont pas sans danger pour le State Department. Ne parle-t-on pas d'un projet d'union économique entre l'Argentine, le Brésil, le Chili et la Bolivie, projet qu'il est plus facile certes, de discuter à Paris, loin de l'œil de Washington, qu'en Amérique même?

Même le Venezuela se permet de prendre position en faveur des pays colonisés et l'on n'a pas été sans remarquer l'abandon du Mexique à la fameuse commission des mesures collectives créée sur demande yankee après la guerre de Corée.

LES PLAISANTERIES DE MAUVAIS GOUT

C'est M. Jochanovitz, du Pérou, qui a remporté un franc succès de rire lorsqu'il s'est étonné que l'Espagne franquiste ne puisse participer à la discussion sur les droits de l'homme. M. Jochanovitz, qui est délégué du général Odría, dictateur du Pérou pour le compte de la Standard Oil, n'a pas compris la surprise et le geste d'agacement du représentant américain pendant son intervention. « On m'avait pourtant dit de demander l'admission de l'Espagne », se plaignit-il.

Quant à M. Bellegarde, de Haïti, il croyait être seul à avoir entendu parler du pacte germano-soviétique. Aussi accusait-il l'U.R.S.S. d'avoir trahissement attaqué l'Allemagne. Quand on lui eut expliqué que cela ne correspondait peut-être pas tout à fait à la vérité historique, il fut pris de remords et décida de réparer sa bêtise. Mais, dans son empressement, il eut une phrase malheureuse où il se déclara persuadé de la volonté de paix de l'U.R.S.S. Comme on ne l'a plus guère entendu depuis, les mauvaises langues prétendent que les Yankees lui ont fait discrètement savoir qu'il ferait mieux de s'abstenir de ce genre de démonstrations. Le pauvre homme, ne sachant plus quoi dire, déversa depuis sur ses compatriotes son éloquence rentrée en séance.

Suite
de la page 6

MESSALI HADJ

laquelle viennent de protester Alal Al Fassi et Hassan Al Oualzani. Nous en parlons à Messali, ainsi que de la politique (atlantique) qui est imposée aux peuples du Maghreb.

Notre interlocuteur réfléchit un instant, nous regarde, intensément, et affirme sans équivoque :

— Nous avons protesté dès l'intégration de l'Algérie dans le bloc atlantique. Nous n'avions pas été consultés, on nous a inscrits au chapitre des bases stratégiques, simplement. Nous nous sommes rendu compte que l'Union Française, continuation pure et simple de l'Empire français, n'est qu'un « atout » pour marchander et avoir des dollars. On veut disposer de nos moyens de vie, de notre pays, de nos matières premières, et de nous-mêmes, enfin, comme « chair à canon ». Nous ne voulons être les mercenaires d'aucun colonialisme, quel qu'il soit, ni nous soumettre à un régime sous lequel il se cache et le masque qu'il emprunte. Ce que nous voulons, c'est un pays libre et indépendant ! Nous avions jadis affaire à un seul impérialisme ; il vient d'être affaibli, mais il a été remplacé par d'autres ; le combat devient donc plus dur. On nous avait parlé d'une « guerre de libération ». La Charte de l'Atlantique et celle de l'O.N.U. en étaient garantes ; nous voyons aujourd'hui que c'étaient simples paroles et que notre situation s'aggrave.

— Songez-vous à recourir à l'O.N.U. ?

— Nous luttons par tous les moyens contre un impérialisme qui lutte contre nous par tous les moyens. Nous irons au bout du monde s'il le faut pour soulever le monde contre l'impérialisme.

— Quelles perspectives d'avenir l'indépendance de la Libye vous paraît-elle ouvrir ?

Messali, avec un large sourire qui reflète une certitude, répond aussitôt :

— C'est une grande promesse que la libération de l'un des pays du Maghreb arabe, mais nous savons, nous, que la libération sera notre œuvre. Certes, notre tâche en devient plus facile. L'impérialisme se meurt... il faut le jeter à la tombe !

Messali Hadj ne met point en doute l'unité totale du peuple algérien dans cette lutte. L'Algérie n'a-t-elle pas donné l'exemple de l'unité d'action, concrétisée par un programme commun aux divers partis ?

— Comment expliquez-vous cette coordination de tous les efforts ?

— Le peuple est aux prises dans notre pays, depuis plus d'un siècle, avec le même impérialisme. Il a acquis sans doute une conscience plus vive des nécessités de la lutte.

— La Tunisie et même le Maroc ne sont-ils pas parvenus à une homogénéité aussi grande ?

— Il y a dans ces pays des conceptions locales ; elles regardent les Marocains et les Tunisiens plus que moi !

A plusieurs reprises, dans le cours de cet entretien, qui n'a cessé d'être confiant et même fraternel, Messali Hadj a déploré la froide indifférence de certains Français pour les problèmes nord-africains, l'ignorance de nombreux travailleurs métropolitains à l'égard des questions algériennes. Nous l'assurons cependant de la compréhension du peuple de France. Notre interlocuteur ne la sous-estime nullement :

— Je sais que nous avons de nombreux amis en France, et, précisément, c'est le rôle de l'émigration algérienne en ce pays d'expliquer la situation des peuples colonisés. A Oran, en août 1951, nous avons présidé cette émigration devait être « un balcon ouvert d'où le peuple algérien pouvait s'adresser au peuple français. Si, aujourd'hui, beaucoup de gens comprennent, ici, le sens de notre lutte, c'est en bonne partie parce que les travailleurs algériens les ont suffisamment informés. Ce n'est encore qu'une poignée d'amis que nous possédons en France, elle doit s'étendre. Je suis très reconnaissant aux travailleurs parisiens qui nous ont conseillés. Le mouvement national est né en cette ville, Paris, je ne peux l'oublier. Nous avons contracté une dette envers le peuple français. Je l'ai dit en Algérie, à cette génération montante, qui aura contact avec ce peuple.

Ces derniers mots ont été

dits avec une sorte de ferveur ; Messali Hadj fait confiance à l'Homme et le veut sauver des périls qui le menacent. En vérité, il reste fidèle, en ses « démarches politiques, aux plus hautes aspirations de l'humanisme musulman. Il se recueille un instant, notre entrevue va finir.

— Oui, l'Islam, c'est la libération totale de l'homme.

— Mais c'est la soumission à Dieu ?

— A Dieu, oui ! Mais Dieu, ce n'est pas l'impérialisme.



Les 22 et 23 décembre, à Paris

POUR LE DESARMEMENT ET LA PAIX

Ce sont des représentants de la France entière, dans toute sa diversité géographique et idéologique, qui se retrouveront au Vélodrome d'Hiver les 22 et 23 décembre prochain. En effet, l'exemple des Assises précédentes — de l'immense rassemblement de Vincennes, par exemple — est là pour montrer que les délégués élus en masse dans le pays se retrouvent, malgré toutes les difficultés créées par la misère grandissante, pour affirmer leur volonté de paix.

C'est ainsi que dans des départements comme les Bouches-du-Rhône, villages, quartiers et entreprises ont élu directement jusqu'à cinq cents délégués qui doivent venir à Paris dans quelques jours. Le travail d'explication a été d'autant plus poussé que la nécessité de rassembler sur place les sommes nécessaires a conduit à de multiples discussions. Tous les départements ont fait élire ainsi des hommes et des femmes désignés tantôt par des assemblées familiales de discussion, tantôt par des assises locales et départementales, tantôt par des assemblées professionnelles. Et l'importance d'une telle manifestation a été si bien comprise que des départements, comme la Corse, dont l'activité ne se révélait que de loin en loin, ont engagé une campagne éditoriale pour combler leur retard.

Les témoins qui, comme ce journaliste du Monde, ont été impressionnés par l'atmosphère très particulière du 15 juillet, avec sa liberté de discussion et de confrontation des idées, mais aussi avec son enthousiasme et sa ferveur, retrouveront le même climat, mais avec cette intensité accrue qui est celle d'un Vélodrome d'Hiver plein à craquer.

En effet, nous savons que, parmi les délégués élus, se comptent des représentants de toutes les opinions. Nous ver-

rions venir de Vendôme et de Fontainebleau aussi bien que ceux qui redoutent l'« impérialisme américain » que ceux qui redoutent le « totalitarisme marxiste ». Nous verrons venir de Gironde ceux qui sont inconditionnellement opposés à l'installation de bases étrangères sur notre sol ou au réarmement de l'Allemagne, et ceux qui pensent que ces graves menaces ne peuvent être écartées raisonnablement que dans un climat de détente internationale créé par le Pacte à Cinq et le désarmement. Nous verrons venir de tel lycée de la banlieue parisienne ceux qui signent et militent pour le Pacte, et ceux qui signent mais refusent de participer personnellement au Mouvement, ceux qui ne signent pas mais veulent cependant engager loyalement la discussion avec tous sur les moyens efficaces de défendre la paix et qui sont prêts à réviser leur position si leur erreur leur apparaît clairement.

Ainsi, les Assises nationales vont couronner une inlassable discussion, un effort pour se rapprocher et se retrouver qui sera peut-être le seul trait commun à tous les présents lors de leur arrivée, sinon lors de leur départ.

Il n'en reste pas moins, bien sûr, que le Mouvement de la Paix, qui organise ces assises et qui invite les délégués, a lui, fait nettement son choix pour

le Pacte à Cinq et pour le désarmement.

Mais l'apport des diverses délégations venues de tous les points de France promet déjà

Conduite par Frédéric Joliot-Curie, une importante délégation internationale du Conseil mondial de la paix sera présente aux Assises.

Admettant monté en masse vers Paris permet de poursuivre, sur le plan national, la grande discussion engagée dans les départements et couronnée de la seule façon possible la confrontation engagée d'abord à l'échelle bien modeste du quartier ou de l'entreprise.

A la lumière de ces assises, les informations qui nous parviennent déjà nous montrent qu'une équivoque va être levée : le Pacte à Cinq a été trop souvent présenté comme une action diplomatique, une affaire de techniciens dont le contenu n'intéresse directement les peuples que dans la seule mesure — déjà très importante, il est vrai — où la troisième grande tuerie ne commence pas. Or, la valeur du Pacte dans

la vie quotidienne de chacun apparaît de plus en plus clairement. C'est le chômage dans le textile qui suit la politique de stockage militaire pratiquée dans les pays atlantiques ; c'est la crise qui éclate dans le Rhône à la suite des restrictions sur les échanges avec l'Est et conduit ouvriers et patrons unanimes à demander le retour à la liberté de ces échanges par un vote de la Commission de la main-d'œuvre départementale. C'est le licenciement accéléré dans l'industrie mécanique privée d'approvisionnement en matières premières et de débouchés pour les véhicules utilitaires. C'est dans le Vaucluse, par exemple, qui arrive en tête de la campagne des signatures, la double découverte des dangers que représente une base comme Orange-Caritat et du lien à établir entre l'importance du budget de guerre et des inondations qui auraient été évitées si les projets d'armement national n'avaient été écartés au profit des projets militaires.

Ainsi semble-t-il que les insuffisances de la campagne pour le Pacte à Cinq vont disparaître et nous avons là-dessus un exemple éclatant. Depuis des mois, les éléments ouvriers les plus lucides appelaient leurs camarades à lutter contre le Plan Schuman, dont les conséquences menacent d'être si graves pour les couches laborieuses de la population. Mais le mouvement, dans ce sens, est resté trop souvent le privilège d'une avant-garde jusqu'au jour où les licenciements massifs ont commencé, depuis les mines jusqu'aux bureaux. Alors s'est déclenchée, avec une rapidité foudroyante,

une action unanime. A quelques jours de distance, des représentants de l'Force Ouvrière au Conseil économique votèrent pour le Plan et le Congrès des mineurs Force Ouvrière s'élevait à l'unanimité contre le Plan.

C'est en somme ce qui commence à se réaliser dans les entreprises où la signature est soulevée à desze avancés, où quelques comités de paix apparaissent, mais où les réalisations effectives restent en deçà des possibilités. Le Pacte à Cinq cesse désormais d'apparaître comme un objectif lointain et peu lié aux revendications immédiates. Dans le Rhône, par exemple, la situation se transforme et l'action devient urgente.

De même, l'élargissement vers les milieux paysans devient d'autant plus facile que les amères conséquences de la politique de surarmement se font sentir, tant dans la hausse des prix industriels par rapport aux prix agricoles que dans la disparition d'engrais ou de produits indispensables comme le sulfate de cuivre.

Ainsi, les Assises nationales verront se multiplier autour des différents problèmes de la paix, de l'arrêt des conflits en cours, de la lutte contre la misère, de l'indépendance nationale, les interventions qui montreront à quel point la campagne pour la paix est profondément implantée dans notre sol par les raisons françaises du Pacte à Cinq deviennent chaque jour plus évidentes pour tous les Français.

GILBERT MURY.

ACTION RETOUR DE MOSCOU

La transition d'un long voyage pourrait amortir le choc; n'y comptons pas, les bimoteurs placent Moscou à onze heures de Paris. C'est ainsi qu'il est aujourd'hui possible d'achever, 3, rue des Pyramides, la conversation laissée en suspens quelques heures auparavant, 10, rue Kropotkine.

A cette gymnastique, apprend-on à mieux se comprendre ? Ce que l'on comprend tout de suite, quand on a perdu tout contact durant quinze jours avec nos réalités occidentales, c'est que l'on a de plus en plus tendance à vivre chez nous comme des fous.

Pour un Français qui piétine dans les incertitudes quotidiennes de son petit budget, lit chaque jour son journal, écoute la radio et qui, par conséquent, s'est accoutumé lentement à absorber sa ration d'inquiétude, sa ration de haine et sa ration de peur, le choc ressenti en revenant de Moscou est beaucoup plus sensible que celui ressenti en arrivant à Moscou.

Dès que je fus dans la capitale de l'Union Soviétique, je voulus connaître les nouvelles. Que s'était-il passé, durant mon voyage ? Une chose très importante, me dit-on, capable de bouleverser certaines notions essentielles, et l'on me traduisit immédiatement les journaux qui donnaient une place énorme à l'événement : il s'agissait d'une conférence faite la veille par un économiste hindou sur le problème agricole en Asie.

Il y a près de deux ans (quand je m'étais rendu pour la première fois à Moscou) j'avais appris qu'Eugène Tardieu, président la commission chargée de dépouiller les archives saisies en Allemagne et j'avais demandé à l'historien de Napoléon de ne pas négliger de nous signaler les documents qui pourraient intéresser la France. Je pensais à Georges Bonnet, aux trahisons d'alors, qui ressemblaient étrangement aux trahisons d'aujourd'hui. Dès que je revis Tardieu — il y a quelques jours — j'ai compris qu'il y avait entre nous un profond malentendu. « Je n'ai pas oublié votre recommandation, me dit-il, et je tiens à votre disposition des documents qui modifient de fond en comble les connaissances que nous pouvions posséder sur les entreprises colonialistes de ceux de vos ancêtres qui se sont distingués dans la Guerre de sept ans. »

Autre monde ? Autre mode de pensée ? Je dirai plutôt appréciation plus juste des choses et des proportions dans une sérénité à laquelle nous pourrions goûter chez nous, si on nous laissait redevenir nous-mêmes.

« Alors, il n'y a plus de livres en France ? me demandait un libraire chez lequel je venais d'acheter pour quelques roubles un magnifique Molière. — Mais si, nous avons encore des livres, mais ils sont tellement chers... »

Et puis je m'étais laissé prendre à cette frénésie fureuse de la foule qui, à longueur de journée, se bouscule dans les librairies soviétiques. La semaine qui avait précédé

mon arrivée, on avait fait la queue la nuit pour souscrire à une édition illustrée des œuvres complètes de Balzac — à petit tirage, comme on dit là-bas.

par
**YVES
FARGE**

bas — c'est-à-dire à 200.000 exemplaires; on faisait encore la queue pour avoir une place au théâtre où l'on jouait Bel Ami.

Une fois, je pris conscience de ma légèreté. Nous avions décidé, au Conseil Mondial de la Paix qui s'est tenu à Vienne, de célébrer les jûbils de Gogol et de Victor Hugo et de les célébrer partout dans le monde. Cette décision a retenti dans toute l'Union Soviétique comme elle n'a pas encore retenti chez nous. En sortant de ce sanctuaire où l'on conserve pieusement la bibliothèque de Voltaire, un professeur me posait cette question : « Croyez-vous que la Comédie-Française pourrait venir jouer chez nous Ruy Blas ou Hernani le 27 février ? — Pourquoi cette date précise ? — Mais, monsieur Farge, avez-vous oublié que c'est le 27 février 1881 que 500.000 Parisiens fêtèrent les quatre-vingts ans de votre grand poète ? »

Lissenko, aux yeux fureteurs et perçants, au front tendu et à la bouche amusée, me parla d'un département français qui a toute mon affection et me demanda ce que devenaient les expériences mitchouriniennes de M. Matton, dans le Vancluse.

« Dans les deux ans, me dit-il, nous ferons une grande exposition agricole. Pensez-vous que nous pourrions posséder sur les entreprises colonialistes de ceux de vos ancêtres qui se sont distingués dans la Guerre de sept ans. »

Un hydraulicien m'a dit : « La caractéristique de nos plans, c'est qu'on ne les respecte jamais, car leur réalisation est toujours en avance sur les échéances prévues. Je crois qu'en 1955 les grands travaux Don-Volga seront terminés. » Puis il m'interrogea : « Pensez-vous, à Marseille, aux conséquences économiques que peut avoir pour les ports méditerranéens cette voie d'eau qui se dirigera vers le cœur

de l'Asie et qui, peut-être avant quinze ans, permettra de déboucher sur l'Arctique ? »

Mais oui, à quoi pensez-vous, à Marseille ?

On découvre un monde, tout un monde, et même la France telle qu'elle devrait être si on lui permettait de s'intéresser à ce monde.

Il neigeait à Moscou, ce soir où le téléphone m'appela; j'entendis la voix jeune et gênée de Maurice Thorez : « Le bras s'arrange et je travaille sans désemparer et sans fatigue. — Bientôt, lui demandai-je, au beau temps ? — Sans doute, mais savez-vous que c'est, ici, l'éternel beau temps ? J'ai sous mes yeux la mer et les neiges caucasiennes sont lointaines... Sur ma table, toute la « littérature » éditée en France la semaine passée. Bonjour à tous les amis. Je voudrais les nommer. »

La France, le monde et une grande passion de la France et du monde. Combien de fois m'a-t-on parlé de Raymond Dient! Et ce toast de Simonov qui associe dans une cadence poétique Marty-Martin, Martin-Marty; et ces ouvriers de l'usine d'automobiles Moscovitz, qui me recommandaient d'apporter leur bonjour aux camarades des usines Renault; et ce colonel en retraite que je rencontrai au Palais de la Culture, à Léningrad, et qui m'entraîna vers le piano pour chanter d'une voix à casser les carreaux notre Chant des Partisans.

Ce soir, à l'Hôtel National (qui mériterait d'être appelé l'Hôtel International), une délégation d'économistes chinois est arrivée. L'un d'eux me met aux fûts en quelques mots : « Pour la première fois, nous arrivons à l'heure; pour la première fois, il n'y a pas eu de famine; pour la première fois, notre balance commerciale est excédentaire; sans doute nous n'avons pas de routes, mais nous n'avons pas d'événements et pas de sociaux-démocrates... »

Tout se fait, tout se dit dans la bonne humeur que donne l'optimisme.

Avec qui, grand Dieu! vais-je pouvoir parler de la préparation à la guerre ?

(A SUIVRE.)

MESSALI HADJ nous déclare :

La personnalité de Messali Hadj est assurément l'une des plus marquantes de l'islam moderne. Président du Parti du Peuple Algérien et président d'honneur du M.T.L.D. (Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques), qui groupent aujourd'hui une grande partie des forces vives du peuple algérien, cet homme de cinquante-trois ans est resté profondément fidèle à ses origines protestantes; il est un ardent défenseur de la communauté musulmane et fut élu vice-président du Congrès Islamique de Karachi, en février dernier.

Il a bien voulu nous accorder un large entretien, dans sa résidence de Chantilly (le « gouvernement » de Vichy l'ayant interdit de séjour en Seine et Seine-et-Oise, cette interdiction a été maintenue). Ses déclarations revêtent une importance toute particulière au moment où les pays arabo-musulmans prennent si fortement position pour une politique d'indépendance et de dignité, à l'heure où le Maghreb se sent étroitement solidaire des peuples en lutte dans tout le Moyen-Orient. Lui-même vient de rentrer d'un long voyage, qui l'a conduit au pèlerinage de la Mecque et en divers pays d'Orient.

Nous demandons à Messali ses impressions sur cette sorte d'« ambassade » dans les capitales de l'islam. Il a une large sourire.

— Ambassade ? Si vous voulez. En fait, je fus le dernier pèlerin qu'on laissa partir d'Algérie ! J'avais demandé au gouvernement de l'Algérie l'autorisation de me rendre à la Mecque; j'attendis quatre mois une réponse qui faillit ne venir jamais. On m'accorda le voyage, à condition expresse d'emprunter l'avion et de ne faire halte en aucun pays. Le gouvernement français avait spécifié sur mon passeport : « interdiction de donner un visa pour tout pays autre que l'Arabie saoudite ». Bien entendu, aucun gouvernement arabe ne se soumit à cette prescription. Je fus donc l'hôte aussi bien d'Ibn Séoud que de la Ligue arabe en Egypte, où je passai quarante jours.

— Ces interdictions, semble-t-il, sont devenues la règle dès qu'il s'agit des représentants de l'islam ! Le peuple français a été fort ému d'apprendre que la réception organisée par les Algériens de France, à l'intention des délégations arabo-musulmanes de l'O.N.U., avait été interdite samedi dernier ; nous savons, du reste, que les quinze mille arrestations opérées dans la soirée du 8 décembre prouvent l'ampleur de la manifestation prévue. Pourriez-vous commenter cette interdiction et nous préciser la signification d'un geste si peu courtois et si peu opportuniste ?

— Comme vous l'avez dit, il s'agissait non d'un meeting mais d'une réception organisée par tous les Algériens de toutes les tendances, et l'on pourrait se livrer à de multiples considérations sur ce geste regrettable du gouvernement ! Il m'apparaît que l'impérialisme français, se trouvant désormais à bout de ressources, a voulu par cette interdiction et nous préciser la signification d'un geste si peu courtois et si peu opportuniste ?

— Comme vous l'avez dit, il s'agissait non d'un meeting mais d'une réception organisée par tous les Algériens de toutes les tendances, et l'on pourrait se livrer à de multiples considérations sur ce geste regrettable du gouvernement ! Il m'apparaît que l'impérialisme français, se trouvant désormais à bout de ressources, a voulu par cette interdiction et nous préciser la signification d'un geste si peu courtois et si peu opportuniste ?

vouloir séparer l'Algérie du reste du monde arabo-islamique (c'est là qu'il faudrait parler de « rideau de fer ») et qui a fondé sa politique coloniale, en ce qui nous concerne, sur un « berbérisme » créé de toutes pièces. Du reste, l'opinion publique française aurait pu connaître de la sorte les dessous de cette politique, en entendant les représentants qualifiés du peuple al-

gérien dire à leurs frères leur douleur, leurs aspirations et leurs espérances, et cela, il fallait évidemment l'éviter.

— Azam Pacha devait, n'est-ce pas, venir à cette réception ?

— Nous étions assurés de sa présence, comme de celle du ministre des Affaires étrangères d'Egypte. Toutes les délégations de Syrie, du Liban, de l'Irak, de l'Arabie saoudite, du Yémen, du Pakistan, de l'Indonésie avaient annoncé leur venue. On aurait vu ainsi que tous les Arabes de l'Orient, que tous les Musulmans du monde se portaient au secours de leurs frères opprimés.

Les réactions de la presse française au lendemain des discussions qui virent d'avoir lieu entre un ancien gouverneur de l'Indochine et la délégation irakienne prouvent assez la constance de l'impérialisme. On en est réduit à de grossières injures. Un journal comme Le Monde ne fait-il pas lui-même allusion à des nations nées avant terme ? Au Vélodrome d'Hiver, on aurait vu aussi bien les dizaines de milliers de travailleurs algériens venus de tous les coins de France que ceux de Belgique et du Luxembourg. Mais ils sont effectivement venus, ils ont tenu des réunions dans les trains,

dans les gares et même dans les lieux où on les avait parqués. L'impérialisme a été touché au tréfonds de sa sensibilité, tout l'édifice a été ébranlé.

Messali a perdu son sourire et d'un geste énergique, il nous fait sentir la profondeur de cet ébranlement.

Puisque ce récent événement a souligné l'étroite communauté d'intérêts qui lie aujourd'hui tous les peuples de l'islam, nous demandons à Messali de préciser la nature de cette solidarité particulière : celle du prolétariat algérien en France et de la cause arabe.

— Le prolétariat algérien est solidaire des mouvements de libération des peuples de l'Orient, de l'Irak et de l'Egypte en lutte. Une partie du monde arabe s'est libérée, l'autre va l'être. Chaque fois qu'il fut question de liberté, nous avons combattu sans tenir compte ni des races, ni des religions, ni des couleurs ; nous avons soutenu toutes les aspirations d'indépendance. Si nous sommes bons patriotes, nous devons, n'est-ce pas, vouloir pour nos voisins la même chose que pour nous ? Le Christ, Mahomet et tous les prophètes s'accordent

sur ce point : Ce que vous voulez pour vous, il faut le vouloir pour les autres.

Messali Hadj se souvient des luttes passées : — Autrefois, dans ce même Paris, nous avons manifesté... En 1923-1926, pour soutenir l'émir Abdel Krim contre l'impérialisme hispano-français ; en 1935-1936, pour la Syrie et le Liban, pour l'Abyssinie aux prises avec l'agression fasciste ; et en 1938, pour la Tunisie, lorsque tant de patriotes furent déportés à Borj-le-Bœuf ! Azam Pacha n'a-t-il pas déclaré aussi qu'il était pour la liberté de tous les pays du monde, lui qui, dès 1946, demandait l'indépendance du peuple allemand ? Chaque fois qu'un peuple veut sa liberté, nous sommes à ses côtés.

— Que pensez-vous de la déclaration du Dr Mohammed Mossadegh (chef du gouvernement iranien) au Caire : « Le moyen le plus efficace de défendre le Moyen-Orient serait de constituer un bloc qui comprendrait les pays arabes, l'Irak, l'Afghanistan, le Pakistan et l'Afrique du Nord » ?

— J'y ai pensé voici fort longtemps. Il fut question de cela au congrès de Karachi, où nous avons envoyé un délégué, Chadi Mekki. N'y pouvant participer, j'ai, pour ma part, écrit un mes-

sage. Je pense que l'union de tous les pays arabo-islamiques, depuis les Philippines et l'Indonésie jusqu'au détroit de Gibraltar, aura pour la paix une importance capitale. Cette force est d'une haute portée politique car, voyez-vous, la force matérielle est secondaire, mais ce que l'homme pense, voilà l'essentiel ! Un tel bloc serait un élément de paix et de stabilité, capable de conjurer toutes les menaces de guerre qui planent aujourd'hui sur le monde.

— Ainsi, le neutralisme arabe vous semble une position d'avenir ?

— L'avenir, je ne saurais le prédire ! Les pays arabes ne veulent être le jouet d'aucune politique ; ils veulent œuvrer pour leur véritable liberté, leur véritable indépendance. Les peuples arabes que je viens de voir pensent d'abord à ce problème de leur libération, ils préconisent le neutralisme.

— L'Egypte, cependant, jouissait d'une certaine liberté ?

— Tant qu'un mètre carré de son sol sera occupé par l'étranger, un pays islamique se considérera comme occupé, et devra lutter pour sa liberté totale. Plusieurs peuples d'Orient pensent qu'ils doivent aussi disposer de leur économie, sinon la liberté politique n'est qu'un leurre. Non, l'impérialisme européen n'est pas parti complètement du Proche-Orient, il a laissé ses traces, ses intrigues, et il n'y a pas liberté entière. J'ai vu sur place ce que donne un neutralisme passif, à la façon de Gandhi. Cela ne suffit pas ; il faut lutter pour obtenir sa liberté totale.

Nous pensons dès lors, à cette infiltration américaine au Maroc et en Tunisie, qui risque de devenir une occupation, contre

(SUITE EN PAGE 5)

SPECTACLES

par P.-A. CASTEX

Le burlesque Popocapelli ayant quitté l'affiche après une longue et glorieuse carrière, le théâtre Fontaine consacre son deuxième spectacle au music-hall. YVETTE et ses oiseaux nous révèlent un univers étonnant où des percheux exécutent, tout en jactant, des exercices acrobatiques. Ce charmant numéro est chaleureusement et justement applaudi. Une jeune femme, toute menue, aux yeux rieurs, et dont le sourire garçonne est celui du gamin de Paris : c'est Mick Michéyl, auteur et interprète de chansons que l'on commence à fredonner un peu partout. On repartira avant long-temps de cette jeune chanteuse. Jean Bretonnière, fantasiste doté d'une voix de ténor léger, fait rapidement son chemin. C'est, non seulement un chanteur remarquable, mais aussi un excellent acteur dont les effets comiques portent. Quant à Champi, qui ne le connaît pas, Champi, déplumé, clignotant comme un oiseau de nuit surpris par les projecteurs de la rampe, Champi s'installe en scène comme chez lui et bavarde. Ses silences éloquentes, combien suffisent à mettre la salle en joie.

Rices et chansons

au Théâtre Fontaine

Après avoir fait les beaux soirs de Saint-Germain-des-Prés et des cabarets sélects des Champs-Élysées, Juliette Gréco entreprend de conquérir Montmartre. Il s'agit ici d'un autre public, moins sensible, sans doute, à la douceur s'élevant en un geste d'incantation. Une voix rauque et déchirée par toutes les malédictions de la poésie du malheur et où passe comme un frisson de sensualité. Telle est, en scène, Juliette Gréco. Vedette soudainement consacrée, produit, si l'on peut dire, d'exportation de Saint-Germain-des-Prés, elle parvient, à force de travail, de talent et grâce à une sélection judicieuse des œuvres qu'elle interprète, à s'imposer au grand public.

Les positions britanniques

Tout au long d'un vaste arc de cercle de 2.400 kilomètres, qui part des côtes de la Floride pour aboutir aux rivages du continent sud-américain, le pavillon britannique flotte sur une multitude d'îles de toutes grandeurs, depuis les minuscules rochers des îles Turques jusqu'aux larges vallées de la Jamaïque. Deux profondes enclaves sur le continent, Belice et la Guyane britannique, viennent renforcer les deux bouts de la chaîne.

La superficie totale de ces colonies atteint 271.000 kilomètres carrés pour une population d'environ trois millions d'âmes : noirs, métis et colons indiens et chinois, importés jadis en masse pour briser les luttes ouvrières et remplacer les émigrants qui, par bateaux entiers, partaient vers le continent, à la recherche d'un problème gagnant-pain. Ce n'est pas que les colonies ne puissent permettre à leur population de gagner sa vie. Tabago et les îles de l'archipel qui borde la côte vénézuélienne recèlent

d'importants dépôts d'asphalte. La production de pétrole de Trinidad atteint 21 millions de barils. La Jamaïque et Belice produisent du sucre, du café, des bananes et du rhum. Les forêts de Belice et de la Guyane abondent en bois précieux. Les mines d'or et de métaux non ferreux de la Guyane sont en plein développement. Mais la colonisation ne profitait qu'à une infime minorité blanche et aux grandes compagnies d'exploitation.

Aussi, stimulés par l'exemple tout proche des pays indépendants de l'Amérique latine, la lutte contre la colonisation n'a-t-elle jamais cessé. Des révoltes parfois sanglantes éclataient et, pour y faire face, la Grande-Bretagne suscitait la division entre ses colonies du Nouveau Monde, accordant là ce qu'elle refusait ailleurs, favorisant la main-d'œuvre importée ou vice versa.

La mise en exploitation des richesses minières et la création de vastes monopoles fruitiers, en favorisant la création d'un prolétariat industriel et agricole, força cependant Londres à lâcher du lest. Des Parlements locaux furent créés avec des pouvoirs plus ou moins restreints, et dont la tâche était de continuer, sous une forme plus moderne, l'Empire.

Chaque colonie, avec ses propres « libertés » contingentes, dépendait directement du Colonial Office, méprisait ou jalousait ses voisines.

La concentration nécessaire

Ce système d'exploitation par personne interposée dura tant bien que mal dans l'intervalle des deux guerres. Mais, dès

avant 1939, il apparut aux dirigeants britanniques que la solution définitive n'était pas trouvée, loin de là. La crise économique avait durement touché les colonies anglaises, et le mécon-

viment autour de la « Méditerranée américaine ».

Le capital américain profita de l'affaiblissement de la Grande-Bretagne pour s'incruster profondément dans les colonies du Nouveau Monde, presque isolées de leur métropole, cependant que l'état-major américain se faisait octroyer des bases contre l'envoi de destroyers à l'Angleterre.

La propagande « libératrice », dont durent se servir les grandes puissances colonialistes pour obtenir l'appui des masses dans leur guerre contre Hitler, ne manqua pas d'avoir de profondes conséquences dans les colonies elles-mêmes, à qui on avait dû promettre de nombreux avantages pour le jour V. De son côté, l'opinion latino-américaine ne comprenait pas que les vieilles méthodes coloniales pussent se perpétuer après la guerre contre le nazisme.

C'est pour parer à tous ces dangers d'une situation explo-

siative que les dirigeants de Londres convoquèrent, en 1947, à Montego-Bay, à la Jamaïque, une conférence des représentants des colonies britanniques de la région des Caraïbes. La conférence n'aboutit pas aussitôt, les anciennes divergences créées par la métropole continuant à opposer entre eux les principaux « géants » de la puissance anglaise. Une commission fut toutefois chargée d'aplanir les obstacles, et ce sont les travaux de cette commission qui vont permettre la prochaine réunion de Londres qui jettera les bases de la Fédération des Caraïbes.

Le projet de Dominion Caraïbe présente, en effet, de multiples avantages. En même temps qu'il transférerait Londres d'une coûteuse administration, il calmerait pour un temps les revendications des populations coloniales et l'anticolonialisme des pays latins d'Amérique. Il permettrait d'intégrer une fois pour toutes Belice dans l'Empire britannique, de freiner l'expansion américaine et la menace d'absorption complète de ces colonies par la zone dollar et last but not least, d'utiliser la nouvelle « nation », qui commanderait les approches stratégiques du canal de Panama, pour de fructueux marchandages avec Washington.

Quel est l'avenir des Antilles ?

Mais cet ingénieux projet se heurte à de nombreuses difficultés. Les divisions longtemps entretenues par la Couronne entre les colonies ne sont pas près de s'éteindre. « Les boss » locaux se disputant la présidence. Des impératifs d'ordre géographique ont d'ailleurs favorisé l'éparpillement. Par exemple, la Jamaïque, qui fait partie des Grandes Antilles, avec comme voisins immédiats Cuba, Haïti, la République Dominicaine et Puerto Rico, ne peut avoir que des rapports assez lointains avec Trinidad, à deux mille kilomètres plus au sud. Le même phénomène se produit avec la Domini-

que ou Sainte-Lucie, qui sont beaucoup plus complémentaires de la Martinique et de la Guadeloupe que de la Guyane anglaise.

A cela s'ajoutent les différences de langues. Dans les anciennes colonies françaises, hollandaises ou espagnoles, acquises par la Grande-Bretagne, l'anglais n'a pu évincer les langues vernaculaires.

Par contre, le peuplement des Antilles, qu'elles soient sous domination anglaise, française, hollandaise ou yankee, ou qu'elles soient indépendantes, en font une unité bien plus large que celle que l'on envisage à Londres. Leurs économies sont toutes complémentaires les unes des autres. Mieux, elles sont complémentaires de celles des pays continents qui bordent la mer des Caraïbes.

C'est bien ce qu'avaient compris les congressistes de Port-au-Prince, en 1939, en discutant, sans grands résultats il est vrai, l'idée qui (depuis Toussaint-Louverture et Dessalines, les fondateurs du premier Etat libre d'Amérique latine, en passant par Macao, José Martí, héros de l'indépendance cubaine) a toujours hanté les rêves des patriotes antillais, celle de l'unité fondamentale de tous les peuples des Caraïbes.

Cette unité, qui prend sa base dans la réalité économique et sociale de la région des Caraïbes, ne saurait se faire en fondation du vieux partage impérialiste. Les dirigeants français, en proclamant la Martinique et la Guadeloupe départements, comme ceux de Londres en créant un dominion artificiel, ne font que ruser avec la réalité. Le mouvement anticolonialiste qui se développe actuellement dans toute l'Amérique, au sud du Rio-Grande, aussi bien dans l'archipel antillais que sur le continent, fera naître une association de peuples libres dans les anciennes colonies débarrassées de leurs maîtres provinciaux.

G. - D. NIBAUT.



Une interview
par
M'hamed
Ferid Ghazi
et
Georges-A. Astro

“ Si nous sommes bons patriotes
nous devons vouloir pour nos voisins
la même chose que pour nous. ”

LE DOMINION CARAÏBE

Il semble qu'après plusieurs années d'efforts, le gouvernement britannique sera bientôt à même de mettre sur pied le projet, depuis longtemps caressé par le Colonial Office, de grouper en une Fédération les possessions anglaises des Caraïbes et de leur octroyer le statut de Dominion. Le gouvernement de la Jamaïque, jusqu'ici réticent, vient de donner son accord au plan de Whitehall, et le Manchester Guardian du 26 septembre dernier présente ses vœux à la conférence qui, à Londres, au début de l'année prochaine, jettera les bases du futur Dominion.



avant 1939, il apparut aux dirigeants britanniques que la solution définitive n'était pas trouvée, loin de là. La crise économique avait durement touché les colonies anglaises, et le mécon-